



LE PATRIMOINE RELIGIEUX DU QUÉBEC



Éducation et transmission
du sens

COLLOQUE

Les 23 et 24 novembre 2006
Le Gesù - Centre de créativité
1200, rue Bleury (Montréal)

cahier du participant

CHAIRE RELIGION,
CULTURE ET SOCIÉTÉ

Université 
de Montréal

Fondation du
patrimoine
religieux
du Québec

Ce *Cahier du participant* est une publication de la Fondation du patrimoine religieux du Québec, publication rendue possible grâce à l'appui financier du ministère de la Culture et des Communications.

Comité de rédaction :

Marie-Claude Ravary, Chargée de projets,
Fondation du patrimoine religieux du Québec
Michèle Gauthier, Coordinatrice, CERUM - Chaire religion,
culture et société, FTSR et Faculté des arts et des sciences,
Université de Montréal

Révision linguistique :

Daly-Dallaire, Services de traduction

Réalisation :

Siamois graphisme
Rivest et associé

Fondation du patrimoine religieux du Québec

2065, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H3H 1G6
Tél. : 514 931-4701
Courriel : patrelq@qc.aira.com
Fondation : www.patrimoine-religieux.qc.ca
Inventaire : www.lieuxdeculte.qc.ca



Mot de présentation

La question de la transmission du patrimoine religieux québécois revêt un caractère d'urgence particulier. La rapide transformation des groupes religieux présents au Québec et propriétaires de biens patrimoniaux soulève plusieurs questions : la prise en charge matérielle du patrimoine, sa transmission et son appropriation. Les mutations contemporaines de la relation qu'entretiennent les Québécois avec les traditions religieuses posent simultanément des questions tout aussi urgentes : Quels sont les défis éducatifs à relever, dans un contexte à la fois de continuité et de rupture avec l'histoire religieuse ? Quels types de réappropriation du patrimoine peuvent s'opérer ?

Dans la foulée des audiences tenues en 2005 par la Commission de la culture sur le patrimoine religieux du Québec, ce colloque désire contribuer au débat en réfléchissant particulièrement aux défis de la transmission et de l'appropriation. Nos réflexions porteront essentiellement sur la relation entre l'histoire, la culture actuelle et la transcendance.

Les contributions seront interdisciplinaires, provenant de domaines aussi divers que la muséologie, l'histoire, la théologie, les sciences des religions et l'architecture.

Le colloque mettra également en lumière diverses initiatives de valorisation et de transmission du patrimoine, tant au niveau touristique, qu'à celui des transferts multiculturel ou encore multiconfessionnel.



Table des matières

- 7 Argumentaire
- 9 Conférence d'ouverture

Les conférences

- 11 Nos défis collectifs face au patrimoine religieux
- 17 Mémoires et réappropriation
- 23 Exposer et transmettre
- 29 Sens du patrimoine et éducation
- 35 Sens religieux du patrimoine
- 41 Groupes religieux et patrimoine : jouent-ils leur rôle d'éducation?
- 47 Patrimoine religieux, culture et transcendance

- 53 Conférence de clôture
- 55 Initiatives



Afin d'assurer la pérennité de ce vaste héritage commun qu'est le patrimoine religieux québécois, nombreuses sont les recommandations qui furent formulées à la suite des séances tenues à l'automne 2005 par la Commission de la culture, de l'Assemblée Nationale du Québec. Toutefois, force est de constater que, malgré le grand enthousiasme et la remarquable participation qu'ont suscité ces audiences auprès des communautés et organismes concernés, l'un des principaux obstacles à la conservation et à la mise en valeur de ce riche héritage fut la difficulté de mobiliser les intervenants aux potentiels et aux ressources pouvant en assurer adéquatement la survie.

Nous partons donc du constat que cette volonté collective de préservation et de promotion du patrimoine religieux québécois puise son assurance au sein même de ceux qui s'y impliquent, jour après jour. Les femmes et les hommes de notre société conservent à ce jour un attachement à ces paroles, bâtiments et objets historiques qui nous sont si familiers et porteurs de sens et d'histoire. C'est par la curiosité et l'intérêt même de leur regard, au-delà de leur confession religieuse, que nous retrouvons les artisans, gardiens et promoteurs de cette pérennité culturelle.

Il se révèle dès lors primordial de développer de nouveaux outils qui permettront au plus grand nombre de se réapproprier les savoirs relatifs à ce legs inestimable. En ce sens, nous souhaitons souligner les efforts déployés par de nombreux paliers gouvernementaux, mais aussi, par les divers intervenants qui en assurent, au quotidien, la survie pour les générations futures.

Ce colloque permettra de réfléchir notamment aux multiples enjeux de la transmission du patrimoine aux générations montantes et aux populations récemment installées en sol québécois. Des réflexions d'experts éminents, des discussions avec vous et des exemples d'initiatives dynamiques inspireront notre démarche de trois jours. Les contributions seront interdisciplinaires, provenant de domaines aussi divers que la muséologie, l'histoire, la théologie, les sciences des religions et l'architecture et tenteront, tour à tour, d'identifier des solutions concrètes au développement des connaissances et des moyens de mise en œuvre de ces dernières.

Poursuivant cet objectif, nous souhaitons aborder, par le biais de sept thématiques phares, l'une ou l'autre des questions suivantes, selon un angle disciplinaire et d'expertise spécifique : les difficultés de transmission (abandon, indifférence, médiation), les dimensions multiculturelles (tensions ethnoreligieuses, discrimination, défis de coopération), la mise en valeur et l'appropriation, la signification du patrimoine religieux québécois dans la culture contemporaine (transcendance, récits, histoire et mémoire, valeurs, etc.) et, enfin, l'éducation (au niveau scolaire, éducation populaire, diffusion, etc.).

Finalement, le colloque sera suivi de la publication de ses actes à l'automne 2007 qui, tout en étant étoffée, sensibilisera, nous l'espérons, le plus grand nombre. Par ailleurs, elle pourra ultérieurement contribuer à procurer un matériel de base aux futurs enseignants en éthique et culture religieuses et, d'autre part, donner matière à réflexion aux membres des groupes religieux eux-mêmes, aux citoyens souhaitant s'impliquer dans leur communautés ainsi qu'aux étudiants de divers domaines connexes.

Comité scientifique

Solange Lefebvre

Professeure et Titulaire,
Chaire religion, culture et société
de la Faculté de théologie et
de sciences des religions,
Université de Montréal

Robert Koffend

Président, Fondation du
patrimoine religieux du Québec

Jocelyn Groulx

Directeur, Fondation du
Patrimoine religieux du Québec

Jean-Claude Breton

Professeur agrégé et Secrétaire,
Faculté de théologie et de
sciences des religions,
Université de Montréal

Lorraine Caza

Supérieure générale, Congrégation
de Notre-Dame et Professeure
retraîtée, Université Saint-Paul

Roger Boisvert

Coordonnateur, Secrétariat aux
affaires religieuses, Ministère de
l'Éducation, du Loisir et du Sport

Mario Dufour

Président, Commission
des biens culturels

Pierre Lucier

Titulaire, Chaire Fernand-Dumont
sur la culture (INRS) et Professeur
invité en sciences des religions,
UQAM

Colette Dufresne-Tassé

Directrice et Professeure titulaire,
Maîtrise en muséologie, Université
de Montréal et Présidente,
Comité pour l'éducation et
l'action culturelle (CECA)



Conférence d'ouverture



Mario Dufour
Président,
Commission
des biens culturels

Président de la Commission des biens culturels du Québec depuis le 7 mars 2005, Mario Dufour détient un doctorat honoris causa en sciences sociales de l'Université du Québec. Il a obtenu un baccalauréat en théologie de l'Université Laval en 1980, puis une maîtrise dans la même discipline en 1986. Chargé de projet au monastère des Augustines de l'Hôtel-Dieu de Québec, Mario Dufour a exercé une grande partie de son ministère dans le centre-ville de Québec. Il a été curé de la paroisse Saint-Roch de Québec, de 1995 à 2003 après avoir occupé la charge de vicaire à la Basilique-cathédrale Notre-Dame de Québec et celle de curé de la paroisse Notre-Dame-des-Victoires, de 1987 à 1995. Fondateur du Festival des musiques sacrées de Québec et administrateur de la Commission de la capitale nationale du Québec de 1996 à 2005, celui dont les paroissiens de Saint-Roch conservent un souvenir affectueux fut également président de la Commission de la Place-Royale, président de la Corporation du patrimoine et du tourisme religieux de Québec et administrateur du Centre canadien d'étude et de coopération internationale (CECI), dont il fut coopérant volontaire au Burkina Faso de 1980-1982.

Croire au Patrimoine religieux du Québec : difficultés et défis de sa transmission.

La transmission du patrimoine religieux québécois est une question qui interpelle haut et fort. La prise en charge du patrimoine, sa transmission et son appropriation soulèvent des questionnements et des inquiétudes quant à son avenir. Quels sont les défis à relever dans un contexte à la fois de continuité et de rupture avec l'histoire religieuse?

Dans la foulée des audiences tenues sur le sujet en 2005 par la Commission de la culture, cette grande conférence souhaite contribuer au débat en inspirant des réflexions qui porteront, entre autres, sur les défis auxquels notre société est aujourd'hui confrontée et en frayant des voies d'avenir. Pour l'occasion, nous accueillerons une personnalité phare du milieu patrimonial et culturel, qui saura nous éclairer sur ces enjeux essentiels.



NOS DÉFIS COLLECTIFS FACE AU PATRIMOINE RELIGIEUX



Président :

Jocelyn Groulx

Directeur, Fondation du patrimoine religieux du Québec

Depuis 2000, Jocelyn Groulx assure le poste de Directeur de la Fondation du patrimoine religieux de Québec. En 1990, M. Groulx a complété un baccalauréat en architecture à l'Université Laval, une maîtrise en aménagement, option Conservation de l'environnement bâti, à l'Université de Montréal en 1993 et, en 2001, une Maîtrise en Administration des affaires, profil Immobilier, à l'UQAM. De 1994 à 2000, M. Groulx a été chargé de projets pour le Centre d'intervention pour la revitalisation des quartiers (CIRQ) où il participa à la réalisation de plusieurs projets de revitalisation urbaine. Il œuvre depuis quinze ans dans le domaine de la conservation du patrimoine, où il met à profit son expertise et ses connaissances sur la conservation et la mise en valeur, tant au niveau du patrimoine religieux québécois que du patrimoine urbain.

À travers les âges, il est intéressant de constater qu'une vague d'intérêt pour la sauvegarde du patrimoine semble essentiellement s'exprimer lors de moments de crise, ou encore lorsqu'une icône de notre patrimoine est menacée. C'est ainsi qu'il arrive trop souvent qu'une société attende le déclin ou la disparition de quelque chose avant de prendre conscience de l'importance que cette dernière revêtait pour elle. La société québécoise n'échappant pas à ce constat, nombre d'intervenants proclament haut et fort, depuis plusieurs années, la nécessité de se mobiliser afin d'assurer la survie de notre patrimoine religieux. Ainsi, de septembre 2005 à janvier 2006, plus d'une centaine d'intervenants et de groupes ont présenté leurs points de vue à la Commission de la culture de l'Assemblée Nationale ; réaffirmant ainsi, s'il en était besoin, l'importance, sinon l'urgence que nous avons, en tant que société, d'agir pour assurer la préservation de notre patrimoine religieux.

Élément fondamental de notre société, avec le mouvement migratoire des populations mondiales, on peut observer au Québec et ce, au cours des quatre dernières décennies, un important changement de l'intérêt et de l'attachement que la population semble porter à la pratique religieuse. De plus, nous constatons qu'une multiplication de nouveaux cultes s'insérant dans les pratiques sociales semble aussi prendre part à cette métamorphose de notre nation. Malheureusement, force est de constater que les grandes traditions historiques et fondatrices étant moins pratiquées qu'auparavant et la relève se faisant moins nombreuse, peu de gens sont désormais en mesure d'assurer de façon adéquate la survie de ce vaste héritage tant mobilier, artistique et ethnologique, qu'immatériel.

Pourtant, nous observons que la disparition de ces monuments, objets et savoirs faisant partie de notre patrimoine affecte toute la communauté. Bâties

« par » et « pour » cette dernière, les lieux de culte sont des témoins de notre histoire et de la diversité culturelle de notre société. Ils forment un riche patrimoine hérité d'époques plus ou moins reculées au travers duquel transparaissent les diverses influences artistiques et culturelles dont est issue la communauté en ayant assuré la construction. De par sa matérialité, ce lieu est un point de repère, un lieu commun pour chacun. Occupant une place majeure dans notre patrimoine commun, il s'inscrit dans le développement du sentiment d'appartenance de la société québécoise.

L'interprétation que l'on fait de notre patrimoine doit alors s'adapter aux fluctuations des courants influençant le développement social afin de mieux cadrer avec les réalités de l'époque où elle s'inscrit. En fait, la mise en valeur du patrimoine donne la possibilité pour les entités composant un groupe social de se ménager des terrains de rencontre ; de jeter des ponts entre les diverses communautés auxquelles ils sont associés.

La compréhension que nous avons de notre patrimoine revêt donc une double identité qui trouve son origine dans rapport émotif face à la charge historique mais aussi, dans la valeur esthétique que possèdent les objets. C'est dans ce lieu, où mémoire et patrimoine convergent, que le processus de construction symbo-

lique de l'identité collective s'exprime, tant au niveau de la création d'idéologies, que par l'association que l'on fait avec les coutumes, l'histoire et le folklore qui imprègnent notre culture. En bref, le patrimoine est un concept commun, où s'expriment savoir, tradition, mémoire et héritage.

Finalement, instrument de lien social et de création de l'identité collective, le patrimoine ne relève cependant pas uniquement du domaine de l'idéologie, mais s'inscrit aussi dans la création de nouveaux enjeux de développement idéologiques, économiques, touristiques, sociaux voire de l'aménagement urbain.

Ainsi, à la lumière des nombreux échanges tenus lors de la Commission de la Culture, de nombreuses questions semblent encore demeurer sans réponses : Comment inciter les gens à s'approprier ce patrimoine religieux afin de permettre à ce dernier de survivre? Quels sont les effets de la laïcisation sur la préservation de cet héritage? Quelles sont les mesures prises par les instances au pouvoir (tant gouvernementales que religieuses) afin de ralentir la disparition de cette richesse historique et matérielle, dûe à la perte de savoir nous permettant de mieux en saisir le sens? Comment rendre opérationnelles les 33 recommandations faites par la Commission de la Culture dans la situation actuelle de notre société?

Bibliographie :

Assemblée Nationale, **Croire au patrimoine religieux du Québec** (Mandat d'initiative entrepris par la Commission de la Culture), Rapport, juin 2006, 76 pages.

Notre patrimoine, un présent du passé [proposition présentée à Mme Agnès Maltais, Ministre de la Culture et des Communications / par le Groupe-conseil sous la présidence de Roland Arpin], Québec, Groupe-conseil sur la politique du patrimoine culturel du Québec, novembre 2000.

Brunelle-Lavoie, Louise, La définition du patrimoine religieux au Québec», **Patrimoine / Bulletin de la Commission des biens culturels du Québec**, hiver 2002, pp. 2-4.

Noppen, Luc (dir.), Lucie K. Morisset, Robert Caron, **La conservation des églises dans les villes-centres** [actes du premier colloque international sur l'avenir des biens d'église tenu à Québec les 5 et 6 juin 1997], Sillery, Septentrion, 1997.

Poulot, Dominique, **Patrimoine et modernité**, Paris, L'Harmattan, 1998.





Bernard Brodeur

Député de Shefford et Président, Commission de la culture à l'Assemblée nationale du Québec

Bernard Brodeur détient un baccalauréat en droit (1980) et un diplôme en droit notarial (1981) de l'Université Laval. De 1981 à 1994, il fut notaire à Granby, sa ville natale. Élu député de la circonscription de Shefford à l'élection partielle du 28 février 1994, Bernard Brodeur est réélu lors des élections générales de 1994, 1998 et 2003. Il fut porte-parole de l'Opposition officielle en matière de transport, de financement agricole, de formation, de recherche et de développement en techniques agricoles, pour la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA), ainsi que les petites et moyennes entreprises (PME). Il fut aussi membre de la Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec le Parlement centraméricain (DANRPC) et de la Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec la France (DANRF). Depuis le 21 octobre 2004, M. Brodeur est Président de la Commission de la culture ainsi que membre de la Commission de l'Assemblée nationale.

Entre le matériel et l'immatériel : quelques considérations sur la transmission du sens du patrimoine religieux.

Avant mon entrée en politique, ma profession de notaire m'a permis de m'intéresser aux questions de transfert des droits de propriété et de transmission des biens immobiliers. Le mandat de la Commission de la culture m'a fait prendre conscience d'une autre dimension importante de ce processus de transfert, celle de la transmission du sens du patrimoine religieux. En effet, je suis persuadé que le transfert des biens religieux matériels doit être accompagné du sens que ces immeubles et ces objets révèlent, d'où la nécessité de protéger les archives, de recueillir les savoirs et les savoir-faire de ceux qui savent encore et surtout, de transmettre cet héritage. Ma communication portera donc à la fois sur les dimensions matérielles et immatérielles du patrimoine religieux. D'abord, j'entends présenter les grandes lignes du mécanisme d'aliénation des biens religieux que propose la Commission de la culture. Dans un deuxième temps, j'explorerai la question de la transmission du sens des biens religieux, notamment à travers les expériences française et belge que j'ai pu observer lors d'une mission d'exploration en février 2006. Enfin, je présenterai les principales recommandations de la Commission en matière de transmission du patrimoine religieux québécois, en particulier celles touchant l'éducation et la sensibilisation.



Daniel Turp

Député de Mercier (Parti Québécois) et Vice-président, Commission de la culture à l'Assemblée Nationale

Daniel Turp est député du Parti Québécois à l'Assemblée nationale du Québec pour la circonscription de Mercier (Montréal) depuis 2003. Il est porte-parole de l'Opposition officielle en matière de culture et de communications, vice-président de la Commission de la culture et a présidé le Comité de rédaction du rapport de la Commission sur l'avenir du patrimoine religieux. Daniel Turp a été député de Beauharnois-Salaberry à la Chambre des communes du Canada de 1997 à 2000 et fut le porte-parole du Bloc Québécois pour les Affaires étrangères et pour les Affaires intergouvernementales. Daniel Turp est professeur titulaire à la Faculté de droit de l'Université de Montréal depuis 1982 et est présentement en congé pour fonction politique. Il enseigne le droit international public, le droit international et constitutionnel des droits fondamentaux ainsi que le droit constitutionnel avancé. Daniel Turp a publié plusieurs ouvrages et articles sur le droit international et le droit constitutionnel, de même que sur l'avenir politique du Québec et du Canada. Il a publié trois ouvrages sur ce dernier thème : Nous, peuple du Québec : un projet de Constitution du Québec (2005), Le droit de choisir : Essais sur le droit du Québec à disposer de lui-même / The Right to Choose : Essays on Québec's Right to Self-Determination (2001), La nation bâillonnée : le plan B ou l'offensive d'Ottawa contre le Québec (2000).

Agir pour le patrimoine religieux : de l'urgence de mettre en œuvre les recommandations de la Commission de la culture de l'Assemblée nationale du Québec

En introduction, je compte replacer la question de l'avenir du patrimoine religieux dans le contexte global de la protection et de la mise en valeur du patrimoine culturel du Québec, mais également de la laïcisation progressive de la société québécoise. J'entends rappeler, dans un premier temps, la teneur des recommandations de la Commission de la culture de l'Assemblée nationale et présenter les recommandations centrales du rapport. Dans un second temps, je compte plaider l'urgence de mettre en œuvre ces recommandations et expliquer les raisons qui m'ont amené à déposer le projet de Loi instituant un moratoire visant à protéger le patrimoine religieux (Projet de loi no 196). En conclusion, je rappellerai qu'il ne suffit pas de « croire » au patrimoine religieux, mais qu'il importe aussi et surtout d'« agir » pour le patrimoine religieux.





Pierre Lucier

Titulaire, Chaire Fernand-Dumont sur la culture (INRS) et Professeur invité en sciences des religions, UQAM

Pierre Lucier a d'abord été professeur de philosophie dans des collèges montréalais et professeur à la Faculté de théologie de l'Université de Montréal. À partir de 1978, il a servi dans l'administration publique du Québec, où il a été sous-ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, sous-ministre de l'Éducation, président du Conseil supérieur de l'éducation et président du Conseil des universités. Président de l'Université du Québec de 1996 à 2003, il est actuellement titulaire de la Chaire Fernand-Dumont sur la culture de l'INRS et professeur invité au Département de sciences des religions de l'UQAM. La bibliographie de Pierre Lucier comprend environ deux cents titres, dont des ouvrages sur l'empirisme logique (1976), sur la pensée de Fernand Dumont (1999) et sur l'université québécoise (à paraître en 2006), de même que des articles et des communications traitant de culture, d'épistémologie, d'éducation et d'enseignement supérieur.

La signification culturelle du patrimoine religieux

Les deux pôles du binôme « patrimoine religieux » évoquent des univers sémantiques dont la jonction est moins évidente qu'il n'y paraît. Du « patrimoine », on sait qu'il réfère à un héritage qu'on tient à conserver en raison de sa valeur artistique, de sa représentativité par rapport à une époque ou à un style, de sa signification historique et sociale, ou même tout simplement par attachement affectif. Le qualificatif « religieux » mérite plus ample analyse. Un patrimoine est couramment qualifié de « religieux » en raison de l'objet dont il traite, de sa destination – le plus souvent le culte – ou tout simplement en raison du statut des propriétaires ou des mandataires. Dans les deux cas, l'intérêt public est en cause. C'est sur cette toile de fond qu'on s'emploiera à explorer la signification proprement culturelle du patrimoine religieux, signification dont la complexité et l'épaisseur dépassent largement l'affirmation religieuse et nous conduisent jusqu'à la matrice culturelle de nos sociétés. L'objectif poursuivi est de dégager, par-delà l'intérêt religieux, des lignes de décodage de sens susceptibles d'inspirer des entreprises de réappropriation, de promotion et de transmission, voire de réutilisation. La tâche ainsi définie est d'identifier, quelles que soient les croyances et les appartenances, comment le patrimoine religieux est toujours porteur de signification culturelle pour l'ensemble de la collectivité.



MÉMOIRES ET RÉAPPROPRIATION



Président :

Robert Koffend

Président, Fondation du patrimoine religieux du Québec

Robert Joseph Koffend est né à Harbin, en Manchourie, de père canadien et de mère américaine, missionnaires en Chine. Sa première carrière professionnelle de trente ans dans l'industrie de l'aviation, du tourisme et l'organisation de congrès comprenait des postes de cadre dans les villes de La Haye, Londres, Paris, Mexico, Curaçao et la côte nord de la Jamaïque. Après sa retraite, il a entamé une deuxième carrière comme conseiller financier et, depuis sa deuxième retraite, il demeure actif dans plusieurs domaines de la musique et des arts. Président de la Fondation du patrimoine religieux du Québec, il est délégué presbytérien du Consistoire de l'Église presbytérienne au Canada, président de la Table de concertation de la région de Montréal de la Fondation et responsable pour cette table de projets de restauration de la majorité des traditions chrétiennes autres que catholiques, ainsi que pour les traditions autres que chrétiennes.

La religion joue un rôle prépondérant dans la constitution de toute société ou culture. Dans la plupart des cas, elle demeure encore essentielle à la conservation de la pratique culturelle et à la préservation des valeurs sociales établies. Les exceptions à cette règle sont les régimes qui perçoivent la croyance religieuse comme une menace à leur autorité politique et à leur culture factice, ce qui ne fait que prouver l'importance de la religion dans l'évolution naturelle d'une culture.

Cela se vérifie même dans la société québécoise contemporaine, à la foi chancelante, pour des raisons qui vont au-delà de l'opprobre des politiques passées de chefs religieux de toutes les confessions historiquement présentes et qui sont des corollaires importants des préoccupations du thème Mémoires

et appropriations. La majorité de la société québécoise, jouant son thème en contrepoint de la symphonie culturelle de notre époque, a choisi de substituer à l'énergie puisée aux croyances religieuses une confiance dans la langue (ou la culture profane) et, jusqu'à un certain point, dans l'État pour affirmer son ethos.

Les lacunes dans la transmission efficace du désir de pratiquer les religions établies furent aggravées par l'arrivée de représentants d'autres cultures et d'autres confessions, dont l'expression apparaît par contraste plus vibrante et plus robuste culturellement. Les répercussions de la ferveur des autres pratiques religieuses furent accueillies au mieux par une absence de réaction de la part de la société hôte, religieusement affaiblie, au pire par de l'irritation.

L'un des inconvénients de cette situation est que les meilleurs éléments de notre histoire, qui ont produit une société québécoise attrayante pour les nouveaux-venus, risque d'être réduits à l'impuissance. La polyphonie culturelle québécoise risque de dégénérer en cacophonie avec la perte de ces valeurs et pratiques très thématiques qui ont au départ attiré au Québec des gens à la recherche d'une citoyenneté plus enrichissante, pour quelque raison que ce soit.

Nos nouveaux partenaires dans la société apportent de fait plusieurs éléments susceptibles de rehausser, d'élargir, voire de redéfinir certains aspects de notre culture. Tout en appréciant cette présence culturelle nouvelle et variée, le thème Mémoires et appropriations traitera du défi de la transmission aux nouveaux venus d'un sentiment d'appartenance aux traditions hôtes – et évoquera le besoin d'un cours de rattrapage pour ces « hôtes » qui ont perdu de vue l'extraordinaire richesse de leur patrimoine religieux – point d'ancrage au milieu des courants et remous de la société contemporaine. Par contre-coup, il rappellera la responsabilité inhérente au privilège de la citoyenneté. Un témoin évident du patrimoine québécois est l'imposante collection de lieux de culte et d'autres sites religieux qui expriment la remarquable prouesse créatrice et la dévotion des bâtisseurs, plus artistes qu'artisans. Comment pouvons-nous créer un environnement qui encourage les gens de toutes confessions et les areligieux à assumer la propriété de l'esthétique

physique, du compte-rendu historique et de la présence environnementale à travers lesquels ces bâtiments exemplifient les valeurs sur lesquelles se fonde notre société? Comment cette richesse peut-elle devenir une culture publique? Comment pourrions-nous rendre attrayantes à nos nouveaux partenaires dans la société québécoise ces valeurs sans lesquelles notre société pourrait perdre son désir intrinsèque d'exister; et cela dans le respect de toutes les traditions religieuses?

Comment pouvons-nous aborder intelligemment ces questions sans en soulever d'autres? Existe-t-il un manque de connaissance des religions qui ont donné naissance à la société hôte? Par exemple, au Québec, combien de catholiques romains comprennent et apprécient la doctrine protestante ou l'héritage juif, et vice-versa? Que savent les Québécois du bouddhisme, de l'islam, de l'hindouisme, pour ne nommer que quelques unes des traditions maintenant présentes parmi nous? Quel rôle le système scolaire joue-t-il, pourrait-il ou devrait-il jouer dans la transmission du patrimoine religieux? Quel est le rôle du gouvernement à cet égard? Quel est le rôle des traditions religieuses elles-mêmes?

Les réponses à ces questions pourraient influencer positivement notre évolution culturelle, tout en préservant le témoignage historique de notre passé pour les générations futures.





Pierre Ancil

Directeur, Institut d'études canadiennes, Université d'Ottawa

Né à Québec, Pierre Ancil a obtenu en 1980 un doctorat en anthropologie sociale du New School for Social Research (New University), à New York. Après huit ans passés à l'Institut québécois de recherche sur la culture et après avoir effectué de 1988 à 1991 un stage postdoctoral en études juives à l'Université McGill, il a occupé à partir de 1993 divers postes dans la fonction publique québécoise, dont au ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration. Depuis juillet 2004, il dirige l'Institut d'études canadiennes à l'Université d'Ottawa. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur la communauté juive Montréalaise, dont *Le Rendez-vous Manqué, les Juifs de Montréal face au Québec de l'entre-deux-guerres* (1988) et *Tur Malka, flâneries sur les cimes de l'histoire juive montréalaise* (1997), ainsi que de plusieurs traductions du yiddish au français d'œuvres écrites à Montréal, dont *Le Montréal juif d'autrefois* (1997) et *Le Montréal juif entre les deux guerres* (2002), rédigés par Israël Medresh. Il a aussi signé un ouvrage sur le boulevard Saint Laurent intitulé : *Saint-Laurent, la Main de Montréal* (2002). Il s'intéresse présentement aux Mémoires littéraires du poète yiddish montréalais, Sholem Shtern.

Un patrimoine en mouvance : l'apport décisif des communautés non-chrétiennes.

Dans le domaine du patrimoine religieux, le siècle qui s'ouvre sera celui des traditions nouvellement implantées au Québec, lesquelles connaissent un taux de croissance et de rayonnement tout à fait unique, au point qu'un débat de société prend forme autour de leur présence dans l'espace public. Deux grandes tendances se dessinent : d'une part les communautés musulmanes, sikhs, bouddhistes et hindouistes traversent à l'heure actuelle une période d'adaptation intense au milieu québécois qui va bien au-delà de la question linguistique et d'autre part les citoyens de la majorité sécularisée découvrent souvent avec étonnement autour d'eux des formes de religiosité qu'ils croyaient à tort depuis longtemps disparues de la place publique. Ce choc des valeurs défraye les manchettes depuis que certains cas particuliers ont fait l'objet de jugements de la part des tribunaux ou d'organismes spécialisés, notamment concernant le kirpan, l'erouv et le hidjab, généralement en faveur de minorités religieuses qui réclament le droit de manifester les signes extérieurs de leur foi. N'y a-t-il pas là une occasion d'approfondir et d'élargir un enjeu patrimonial qui trop souvent se limite à des préoccupations d'ordre historique et architectural?



Solange Lefebvre

Professeure et Titulaire, Chaire religion, culture et société de la Faculté de théologie et de sciences des religions, Université de Montréal

Solange Lefebvre est professeure titulaire à la Faculté de théologie et de sciences des religions de l'Université de Montréal, directrice du Centre d'étude des religions de l'Université de Montréal (CÉRUM) depuis 2000 et titulaire de la Chaire religion, culture et société depuis 2003. Mme Lefebvre a obtenu son doctorat en théologie de l'Université de Montréal (1992) et un diplôme doctoral en anthropologie sociale de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales de Paris (1996). Elle avait obtenu auparavant un baccalauréat en musique, interprétation piano. Elle a mené plusieurs recherches sur la religion dans la sphère publique et dirigé nombre d'équipes de recherche multidisciplinaire sur la transmission et les relations entre générations et les rapports entre religion et société. Elle a collaboré aussi, entre 1997 et 2000, à la section « Éthique et Religions » du journal *Le Devoir* et intervient fréquemment dans les médias à titre de personne ressource. Son livre le plus récent : S. Lefebvre (dir.), *La religion dans la sphère publique*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2005.

Mémoire collective québécoise et patrimoine religieux

Les études historiques sur le Québec des vingt cinq dernières années ont été marquées par un changement de paradigme. D'un vif intérêt pour les classes sociales, on est passé à une attention accrue aux interrelations entre la modernité et la tradition. Ce faisant, on a revisité le mythe du « rattrapage » formulé dans les années 1960, années des rêves de toutes les ruptures. Plutôt qu'un rattrapage d'une modernité qui tardait à s'instaurer, il s'agirait d'une accélération et d'une généralisation du phénomène de modernisation, déjà engagé à plusieurs niveaux de la société québécoise. Toutefois, il est vrai que la religion catholique a joué chez les francophones un rôle puissant d'encadrement de la vie familiale, culturelle, religieuse et quotidienne, qui connaissait peu d'équivalents dans d'autres pays d'Occident autour de la deuxième guerre mondiale. Le Concile Vatican II, en outre, a provoqué une vague de fond, en entraînant diverses ruptures avec des pratiques religieuses traditionnelles, auxquelles les catholiques francophones étaient très attachés. La mémoire des Québécois se trouve dès lors marquée par l'ambivalence entre l'attachement à sa mémoire religieuse, de nature culturelle ou religieuse, et le détachement émancipateur d'une tutelle trop forte. Comment cette ambivalence se reflète-t-elle dans le rapport au patrimoine matériel et immatériel? Comment intervient-elle dans sa transmission? Cette présentation y réfléchira. Elle tracera aussi le tableau du catholicisme francophone contemporain. À l'instar des divers christianismes nord-américains, il prit historiquement la forme d'une véritable « religion ethnique ». Or, les années 1960 ont vu le phénomène de migration s'accroître, et il importe de réfléchir sur le pluralisme ethno-religieux croissant depuis lors. Celui-ci amène de nouveaux défis de partage, de sélection et d'élargissement du patrimoine. À cet égard, les exemples de réussite sont nombreux, mais les exemples de résistance au changement et à l'arrivée de l'« autre » le sont aussi. Le patrimoine religieux se révèle ici symbole culturel identitaire, autour duquel se jouent des rapports fondamentaux avec soi et l'autre.





Robert Cadotte

Professeur et Directeur, Centre de formation sur l'enseignement en milieux défavorisés, UQAM

Robert Cadotte, directeur du Centre de formation sur l'enseignement en milieux défavorisés (UQAM), est psychologue et titulaire d'un doctorat en sciences de l'éducation. Il a été commissaire scolaire d'Hochelaga-Maisonneuve de 1990 à 2003. Il est auteur ou co-auteur de 17 ouvrages pédagogiques et d'une cinquantaine d'articles importants, notamment de divers matériels pédagogiques pour amener les élèves à découvrir leur patrimoine et leur histoire. Il a également participé à la réalisation d'un site Internet sur l'histoire des écoles d'Hochelaga-Maisonneuve, créé un site Internet et du matériel pour explorer le quartier Saint-Henri et écrit un livre sur l'histoire de l'école Notre-Dame-de-l'Assomption. Il a été président d'honneur de la campagne pour restaurer les grandes orgues de Très-Saint-Nom-de-Jésus (1996) et consacrera bientôt un site Internet à la découverte d'Hochelaga-Maisonneuve (prévu en novembre 2006).

Comment amener les élèves à découvrir le patrimoine (religieux) ?

Cette présentation s'attardera à décrire des matériels pédagogiques originaux et à montrer leur utilité pour sensibiliser les élèves, que ce soit un matériel d'exploration des bâtiments intéressants et une histoire écrite des écoles d'Hochelaga-Maisonneuve, un parcours pour découvrir la culture publique (et gratuite), notamment les intérieurs d'église et les grandes orgues (par exemple Très-Saint-Nom-de-Jésus) ou un parcours de découverte du quartier Saint-Henri. Cette façon d'aborder le patrimoine, et plus particulièrement le patrimoine religieux, nous apparaît un moyen très efficace pour sensibiliser non seulement les élèves, mais d'abord et avant tout, les enseignants qui travaillent dans ces quartiers. Nous avons en effet constaté qu'à quelques exceptions près, les enseignants connaissaient fort peu le patrimoine des quartiers où ils enseignent. L'idée est simple : en connaissant mieux les bâtiments patrimoniaux, les jeunes seront plus enclins à les protéger.



EXPOSER ET TRANSMETTRE



Président :

Jean-François Royal

Directeur général, Musée des religions de Nicolet

Depuis avril 2005, M. Royal dirige le Musée des religions de Nicolet, seul musée en Amérique à traiter de l'ethnologie des cinq grandes traditions religieuses dans le monde. Il était auparavant archiviste des collections et responsable des expositions au Musée du Château Ramezay. Jean-François Royal a également enseigné les Techniques de Muséologie au Collège Montmorency à Laval et a occupé à quelques reprises des postes consultatifs comme expert en documentation des collections pour le compte de la Société des Musées québécois. M. Royal est diplômé de l'Université de Montréal et détient des maîtrises en muséologie et en histoire.

Le thème qui nous est proposé présente une quête générale de sens. L'interprétation du patrimoine religieux, depuis que nous avons su nous détacher du seul domaine des beaux-arts, nous questionne parfois sur ses multiples facettes. L'interprétation plus ethnologique que nous en faisons aujourd'hui nous pose plusieurs défis, plusieurs questions auxquelles les professionnels doivent répondre. Malgré l'urgence de la situation, un débat de fond s'impose.

Dans une société où l'on reconnaît que la religion a pris une place importante dans les us et coutumes, il devient difficile de faire les liens entre le tangible et l'intangible. Comment reprendre contact avec ce qui a été rejeté du revers de la main par plusieurs? La mise en contexte de ce patrimoine religieux nous impose aujourd'hui certaines conclusions auxquelles le monde scientifique n'était pas nécessairement préparé. L'inventaire du patrimoine immatériel nous apparaît comme une fin en soi, mais quels sont les réels défis que présentent la pratique et la mise en place d'un tel inventaire? Avec le manque criant de relève religieuse, il se révèle important et urgent de procéder à une collecte de donnée pour ne rien perdre des savoir être et savoir-faire ancestraux. Ce constat peut nous paraître simpliste, mais comment réaliser rapidement un inventaire général des savoirs faire?

L'urgence de réagir doit aussi nous amener à réfléchir devant l'attitude à adopter envers les publics, devant le consommateur culturel. Comment, dans cette société où la révolution envers la religion est encore toute jeune, atteindre les visiteurs et faire passer les messages historiques, ethnologiques et artistiques? Pour plusieurs, il est difficile de passer les sacro-saintes portes d'un musée, alors comment imaginer de leur vendre une exposition à thématique religieuse? Voilà un défi que rencontrent encore aujourd'hui plusieurs musées à vocation religieuse. Exposer le religieux est-il un pari trop dangereux?

Pour les muséologues, le défi est de taille. Il n'est pas simple de travailler avec des objets religieux, avec des objets remplis d'un sens sacré. Pour plusieurs, ces objets ne sont pas simplement les témoins d'une pratique ou d'une croyance religieuse, ils sont empreints d'une sacralité, d'un sens divin. Voilà posé, en partie, le défi du respect des sens, d'une sacralité des objets vs une certaine sacralité qu'impose le milieu muséal. Comment changer nos façons de faire afin de nous adapter à cette réalité. Voilà quelques questions et défis auxquels doivent tenter de répondre nos conférenciers lors de cette table ronde.



Laurier Turgeon

Professeur et Titulaire, Chaire de recherche du Canada en patrimoine ethnologique et Directeur, Institut du patrimoine culturel, Université Laval

Laurier Turgeon est titulaire de la Chaire de recherche du Canada en patrimoine ethnologique et professeur d'ethnologie et d'histoire à l'Université Laval. Directeur de l'Institut du patrimoine culturel de l'Université Laval, il a été professeur invité en 2006 au Wetherhead Center for International Affairs à l'Université Harvard, où il a dirigé un séminaire sur les enjeux politiques et sociaux du patrimoine culturel immatériel. Ses recherches récentes portent sur les rapports entre le patrimoine matériel et immatériel, le patrimoine religieux, les phénomènes de patrimonialisation et les échanges interculturels dans les contextes coloniaux et postcoloniaux. Il a publié en 2003 à Paris, aux Éditions de la Maison des sciences de l'homme, « Patrimoines métissés : contextes coloniaux et postcoloniaux », pour lequel il a obtenu le Prix Luc-Lacourcière, attribué tous les deux ans au meilleur ouvrage publié en ethnologie de l'Amérique française. Son livre, *Le patrimoine religieux du Québec : entre le cultuel et le culturel*, paru en 2005 sous sa direction aux Presses de l'Université Laval (Québec), regroupe les principales communications d'un colloque organisé à Québec en 2004 sur le patrimoine religieux. M. Turgeon a également dirigé en 2002 un numéro thématique de la revue *Ethnologies*, consacré aux musées d'ethnographie et, en 2004, un numéro de la revue *Anthropologie et sociétés* traitant des musées et des Premières nations. Il prépare actuellement un ouvrage, avec Octave Debary, sur les objets matériels et la mémoire, qui sera publié à Paris aux Éditions de la Maison des sciences de l'homme.

Pour un inventaire numérisé du patrimoine immatériel religieux du Québec

Notre communication vise à présenter un inventaire informatisé sur le patrimoine culturel immatériel du Québec, entrepris en 2004-2005 par la Chaire de recherche du Canada en patrimoine ethnologique, en partenariat avec les programmes d'ethnologie de l'Université Laval, le ministère de la Culture et des Communications du Québec, le ministère des Affaires municipales et des régions, le Musée québécois de culture populaire et la Société québécoise d'ethnologie. Si, à l'origine, cet inventaire ne portait que sur les pratiques laïques, des tentatives ont été faites à l'été 2006 pour intégrer des éléments du patrimoine immatériel religieux. L'expérience a été très concluante. Le patrimoine immatériel religieux est par définition difficile à saisir et à conserver, et encore plus difficile à montrer et à diffuser. Pourtant, on reconnaît de plus en plus qu'il y a une certaine urgence à inventorier, à valoriser et à transmettre au plus grand nombre la richesse et la diversité de ce patrimoine, d'autant plus menacé aujourd'hui qu'il est porté par

des personnes qui, en raison des difficultés de recrutement de nombreuses communautés et institutions religieuses, disparaissent rapidement. Si jusqu'à présent les enregistrements audio-visuels représentaient le moyen privilégié de préserver ce patrimoine, ce mode de conservation « analogique » pose plusieurs problèmes : les enregistrements doivent être repiqués tous les douze à quinze ans, ce qui entraîne des pertes de qualité du son et de l'image, le repérage des données recherchées est ardu et les fonds d'archives ne sont pas toujours accessibles. Pour remédier à ces difficultés, nous avons mis au point une base de données audio-visuelles entièrement numérisées et une application web spécialement conçue pour ce type de données. L'élaboration d'une application web et d'une grille de classification permet de présenter le patrimoine immatériel religieux sur plusieurs supports – textuel, iconographique et audio-visuel – et de l'inventorier rapidement, de le conserver indéfiniment, de transférer les données sans perte et de diffuser largement l'information à des coûts réduits. Le projet comprend un volet « recherche-action », destiné à la mise en valeur du patrimoine immatériel religieux directement sur le terrain lors de la saisie des informations. La pratique de l'inventaire est considérée ici comme un moyen de patrimonialiser le patrimoine immatériel religieux, de l'actualiser, de le conserver, de le faire reconnaître, puis de l'utiliser comme levier pour le développement économique, social et culturel des régions. Loin de figer ce patrimoine, l'inventaire donne aux intervenants religieux et laïcs un outil pour mieux le connaître, mieux l'exploiter dans l'élaboration de stratégies de développement et mieux assurer sa survie et celle de la communauté.



Colette Dufresne-Tassé

Directrice et Professeure titulaire, Maîtrise en muséologie, Université de Montréal et Présidente, Comité pour l'éducation et l'action culturelle (CECA)

Colette Dufresne-Tassé possède un Ph.D. en psychologie (Montréal) et un doctorat de 3^e cycle en sociologie (Paris). Elle est professeure titulaire à la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal, directrice de la Maîtrise en muséologie et directrice du Groupe de recherche sur les musées et l'éducation des adultes. Depuis 2005, elle est également présidente du Comité international pour l'éducation et l'action culturelle (CEAC). Au plan international, elle collabore avec l'École du Louvre et l'Université Jean-Monnet – Saint-Étienne (France). Ses domaines d'expertise touchent notamment l'éducation, la créativité et le comportement des adultes dans les musées, la coopération internationale en muséologie et les méthodes de la recherche appliquée. Son apport au domaine de la muséologie est considérable, tant par la qualité que par la quantité de ses interventions, écrits et communications auprès de sociétés savantes, d'organismes subventionnaires et dans des revues spécialisées. Elle a notamment publié *Psychologie du visiteur de musée : contribution à l'éducation des adultes en milieu muséal* (en collaboration avec André Lefebvre) et *Diversité culturelle, distance et apprentissage* (ICOM-CEAC).

Présenter l'art sacré à un public non croyant ; Quelques propositions inspirées de la muséologie

L'aspect proprement religieux de l'art sacré rebute plusieurs publics adultes. Faute de temps, il ne saurait être question de considérer ici l'ensemble de ces catégories. La présente communication ne retiendra que celle des adultes qui, ayant reçu une formation religieuse, ont abandonné ensuite toute pratique. Ces personnes constituent la plupart du temps un public méfiant, qui conserve des souvenirs négatifs ou des idées erronées qu'il refuse de confronter avec l'univers spirituel tel que conçu actuellement par la religion catholique. En muséologie, ces personnes font partie de ce que l'on appelle les « publics difficiles ». Comme dans beaucoup d'autres domaines, les solutions adoptées pour présenter un patrimoine à de tels publics se fondent sur des enquêtes approfondies visant à la fois leurs aires de rejet et leurs intérêts profonds. Supposant connus les résultats d'une telle enquête, la présente communication exposera les principaux principes utilisés pour présenter des « objets » du patrimoine sacré à un public adulte qui a rejeté sa pratique religieuse. Elle illustrera leur utilisation par un exemple.





Christine Turgeon
Directrice, Musée des Ursulines

Historienne et historienne de l'art, Christine Cheyrou-Turgeon est directrice du Musée des Ursulines de Québec depuis 1993. Elle y réalise plusieurs expositions, dont le renouvellement de l'exposition permanente *Les Ursulines en Nouvelle-France, mission et passion*. En 2002, elle est invitée par le Musée national des Beaux-arts du Québec, à réaliser, en tant que commissaire, l'exposition *Le Fil de l'art, les broderies des Ursulines de Québec* et signe le catalogue accompagnant l'exposition. Plus récemment, elle publie un ouvrage, *Le Musée des Ursulines de Québec, art, foi et culture*, traçant l'histoire de cette institution muséale, l'une des plus anciennes de la Ville de Québec. Christine Turgeon fait partie de plusieurs comités de réflexion sur le patrimoine religieux du Québec et a particulièrement à cœur la transmission de cet héritage unique aux jeunes générations.

Le Musée des Ursulines de Québec, lieu de sacralité et de transmission du mystère.

La collection d'art sacré – et particulièrement la paramentique brodée conservée au monastère des Ursulines de Québec – est l'une des plus riches conservées in situ par une communauté religieuse en Amérique du Nord. Dès 1639, les fondatrices apportent dans leurs malles des objets liturgiques précieux qui formeront l'embryon de cet ensemble unique. Enrichie au fil des siècles pour combler les besoins liturgiques de la communauté et de sa maison d'enseignement, la collection d'art sacré du monastère est finalement muséifiée en 1979, avec l'accréditation du Musée des Ursulines de Québec par le Ministère de la Culture. La communauté confie alors au musée les ornements les plus anciens qui ne sont plus en usage à la chapelle en raison de leur fragilité et de l'allègement des cérémonies religieuses depuis Vatican II (1962-1965). Pourtant, lors des grandes fêtes de l'année, certains ornements comme les parements d'autel, retrouvent leur fonction d'origine en ornant les retables de la chapelle. Leur séjour au musée n'est donc pas perçu par les religieuses comme une perte de sacralité ni d'appartenance. Ce lien vital entre la chapelle et le musée interroge nos pratiques professionnelles. L'objet liturgique, malgré son traitement muséal, conserve la force et le sens de sa destination sacrée. Comment, dans nos fonctions quotidiennes de conservation et de diffusion, pouvons-nous respecter, avec justesse et authenticité, ce senti et ce non-dit? À partir de l'exemple de l'exposition *Le noir et le rouge, les couleurs de la Passion*, nous illustrerons le défi que présentent, dans un musée, l'exposition et la transmission du sacré.



SENS DU PATRIMOINE ET ÉDUCATION



Président :

Jean Simard

Président, Société québécoise d'ethnologie et Professeur retraité, Université Laval

Né à Québec le 6 janvier 1941, Jean Simard obtient, en 1962, un baccalauréat en pédagogie de l'Université Laval, en 1963, un baccalauréat en philosophie de l'Université de Montréal, en 1966, une licence ès lettres et en histoire de l'Université Laval et, en 1972, un doctorat en sciences historiques de l'université de Strasbourg (France). Il mène une carrière de professeur à l'Université Laval de 1972 à 2000, année de sa retraite. Son enseignement porte sur l'ethnologie du Québec et des francophones en Amérique du Nord. Il se spécialise dans les champs de l'iconographie, de l'art populaire, de la religion populaire et du patrimoine religieux. Il publie une dizaine d'ouvrages et quatre-vingts articles, rapports et comptes rendus de recherche, donne plus de cinquante communications scientifiques et conférences publiques, accorde des entrevues à la radio et à la télévision, écrit des scénarios de films documentaires et d'expositions thématiques et dirige pendant plusieurs années les destinées des revues scientifiques *Canadian Folklore Canadien* (maintenant *Ethnologies*) et *Les Cahiers des Dix*. En 1990 il reçoit la médaille Luc-Lacourcière, décernée chaque année par la Faculté des lettres de l'université Laval à l'auteur du meilleur ouvrage sur l'ethnologie des francophones en Amérique du Nord. En 1991, il entre à la Société des Dix, dont il est le secrétaire de 1995 à 2000. En 1995, il est reçu à la Société royale du Canada. Présentement il est membre du comité de rédaction et secrétaire de *Rabaska*, revue de la Société québécoise d'ethnologie, et membre du comité de rédaction d'*Études d'histoire religieuse*, revue de la Société canadienne d'histoire de l'Église catholique. Il est également président de la Société québécoise d'ethnologie.

Nous participons actuellement à un effort collectif sans précédent, qui consiste à inventorier les biens religieux et chercher à les transmettre aux générations futures dans les meilleures conditions physiques et documentaires. Par ailleurs, le statut de patrimoine pour les biens religieux ne survivra peut-être pas à ceux qui le réclament maintenant mais s'approprient, en raison de leur

âge, à quitter la scène. Comment résoudre ce dilemme si ce n'est par la mise sur pied de stratégies visant à transmettre les significations et le sens, en même temps que les objets qui en sont les porteurs ?

La Commission de la culture de l'Assemblée nationale a fait de cette question un chapitre entier du rapport qu'elle a soumis en juin 2006 à la ministre

de la Culture et des Communications 1. Elle recommande que la transmission des savoirs puisse s'appuyer sur des mesures qui soutiendront les efforts de mise en valeur du patrimoine religieux, promouvoir le tourisme religieux et éduquer au patrimoine religieux. Sur la question précise de l'éducation, cette Commission recommande des interventions à plusieurs niveaux. Tout d'abord, ajouter un volet de sensibilisation au patrimoine religieux aux programmes scolaires, notamment au programme d'éthique et de culture religieuse qui sera offert dans les écoles québécoises à compter de 2008. Cet enseignement, ajoute-t-elle, pourrait être transmis au cours d'activités culturelles qui pourraient notamment donner lieu à des sorties scolaires. Mais qui préparera les enseignants, dont la culture religieuse n'est plus acquise à la naissance comme c'était le cas il n'y a pas si longtemps ? Des établissements d'enseignement supérieur mettront sur pied un programme intégré d'études du patrimoine religieux à l'intention des étudiants d'histoire, d'histoire de l'art, d'ethnologie, d'architecture, de muséologie, d'archivistique et d'autres disciplines connexes. Qui plus est, un éventuel Conseil du patrimoine religieux élaborera un programme de formation destiné aux décideurs et praticiens locaux, régionaux et nationaux. Et à quoi s'alimenteront ces formateurs ? À la recherche subventionnée par le Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture du ministère de l'Éducation. Ainsi seront dotés des étudiants des cycles supérieurs qui choisiront le patrimoine religieux comme champ d'étude.

Mais les programmes d'enseignement, même ceux qui sont appuyés par la recherche, suffiront-ils à assurer la pérennité des savoirs et des savoir-faire des patrimoines religieux reçus ? Faudrait-il inviter d'autres instances à imaginer des stratégies différentes ? La Commission a parlé de programmes de mise en valeur et de tourisme: pouvons-nous évoquer dans ces cas le rôle des corporations et des municipalités dans la mise en valeur du patrimoine religieux de proximité ? Voilà d'autres questions qui intéresseront aussi nos quatre invités qu'il me tarde de vous présenter. Tout d'abord Susan Bronson (Université de Montréal) dont la communication porte le titre « Sens et sensibilisation à l'échelle communautaire : Leçons tirées de l'évolution du paysage culturel du Mile End ». Ensuite François-Marc Gagnon (Institut de recherche en art canadien Gail et Stephen A. Jarilowsky de l'Université Concordia), qui pose la question essentielle : « Pourquoi sauver le patrimoine religieux ? ». Puis Anik Meunier (UQAM), qui traitera de « La préservation et la valorisation de l'œuvre d'éducation et d'enseignement d'une communauté religieuse canadienne : l'exemple de la Congrégation des Sœurs de Sainte-Anne ». Enfin Denis Watters (Ministère de l'Éducation) fermera la marche avec une question de prochaine actualité : « Le patrimoine religieux dans le programme québécois d'éthique et culture religieuse ».

Bibliographie :

Croire au patrimoine religieux du Québec. Mandat d'initiative entrepris par la Commission de la culture de l'Assemblée nationale du Québec, Québec, Bibliothèque et Archives nationales du Québec, juin 2006, 76 p.





Susan D. Bronson

Professeure adjointe, École d'architecture, Faculté de l'aménagement,
Université de Montréal

Susan D. Bronson est architecte spécialisée en conservation du patrimoine et en histoire urbaine. Elle est professeure adjointe à la Faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal, où elle enseigne depuis 1999, notamment dans le programme de la M.Sc.A. en Aménagement, option Conservation de l'environnement bâti. Mme Bronson est membre fondatrice de l'organisme à but non lucratif Mémoire du Mile End, fondé en 2002 pour promouvoir le patrimoine, la culture et l'histoire de ce quartier où elle habite depuis plus de 25 ans. Elle fait également partie du Comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal, du conseil d'administration des Amis du boulevard Saint-Laurent et d'Infinithéâtre, et est « Fellow » de la Association for Preservation Technology International. Elle est l'auteure de nombreuses publications sur le patrimoine religieux, notamment le dépliant intitulé *Le patrimoine religieux du Mile End : Des lieux de culte en transition* (Société d'histoire du Mile End / YMCA du Parc, 2002) et l'article du même titre dans *Nouveau Dialogue* (no 145, juin-juillet 2003, pages 24 à 26). Ses recherches actuelles portent sur le patrimoine résidentiel et religieux, les paysages urbains, le boulevard Saint-Laurent et l'histoire de la conservation au Canada.

Sens et sensibilisation à l'échelle communautaire : Leçons tirées de l'évolution du paysage culturel du Mile End

Chaque quartier urbain possède son patrimoine religieux, que ce soit des lieux de culte ou d'anciens lieux de culte. Bien que chacun de ces lieux présente un intérêt patrimonial, l'évolution du paysage culturel, ou l'histoire collective de tous ces lieux et des congrégations qui les ont occupés, nous permet de définir un sens plus riche pour ce patrimoine. Cette perspective élargie sur les plans temporel et territorial nous aide à comprendre et à raconter l'histoire du quartier et plus particulièrement l'évolution de son tissu urbain et de sa population. Le patrimoine religieux du quartier montréalais du Mile End, par exemple, témoigne de l'époque villageoise du XIX^e siècle, quand la population était canadienne-française et catholique à 95 %, de la période de développement urbain rapide au tournant du XX^e siècle, lorsqu'un tiers de la population était d'origine britannique, protestante ou catholique, ainsi que de la succession de communautés ethnoculturelles et religieuses qui y ont vécu entre les années 1910 et 1980. La majorité des 25 lieux de culte et anciens lieux de culte du Mile End ont accueilli deux ou trois confessions religieuses à travers leur histoire; plus de 15 religions différentes et au moins dix langues y sont représentées. L'échelle de ces édifices va du modeste au monumental et leur expression architecturale, de la simplicité à la complexité. Certains ont été conçus à des fins culturelles, d'autres étaient des résidences ou locaux commerciaux convertis. Aujourd'hui, ces lieux sont utilisés à des fins religieuses, culturelles, éducatives, communautaires ou, exceptionnellement, résidentielles. Cet exposé discute des leçons tirées de différentes activités de sensibilisation dont l'objet est ce paysage culturel multidimensionnel.



François-Marc Gagnon

Directeur, Institut de recherche en art canadien Gail et Stephen A. Jarislowsky, Université Concordia

François-Marc Gagnon est directeur de l'Institut de recherche en art canadien Gail et Stephen A. Jarislowsky à l'Université Concordia, professeur émérite de l'Université de Montréal et membre de l'Ordre du Canada. Il a également reçu un doctorat honorifique de l'Université Concordia. M. Gagnon est membre du bureau de rédaction de *Vie des Arts* et du *Journal of Canadian Art History*, ainsi que de trois comités d'acquisition au Musée des beaux-arts de Montréal. Chercheur prolifique, il a reçu la Médaille du Gouverneur général pour sa biographie critique de Paul-Émile Borduas, publiée en 1978. Uniquement depuis 1996, il a publié quinze importantes monographies et catalogues d'exposition portant sur l'art canadien, notamment sa *Chronique du mouvement automatiste québécois*, publiée en 1998, qui s'est vue décerner le Prix Raymond-Klibansky. On lui doit de nombreuses études sur des artistes tels que Marcel Barbeau, Jacques Hurtubise, Jean-Paul Riopelle et, plus récemment, Cornelius Krieghoff, en marge de l'exposition itinérante *Kriehoff's Canada*, mise sur pied par le Musée des beaux-arts de l'Ontario.

Pourquoi sauver le patrimoine religieux?

Hannah Arendt écrit : « Même si l'origine historique de l'art était d'un caractère extrêmement religieux ou mythologique, le fait est que l'art a glorieusement résisté à sa séparation d'avec la religion, la magie ou le mythe » (*Conditions de l'homme moderne*, 1983, p. 222). La raison en est que l'art instaure un « monde » (au sens spirituel du terme) qui, lui, s'affirme comme permanent. Le patrimoine artistique religieux doit être conservé, car il témoigne des seules valeurs qui échappent à l'instrumentalisation de la pensée.





Anik Meunier

Professeure, Département d'éducation et pédagogie, UQAM

Anik Meunier est professeure au Département d'éducation et pédagogique (DEP) et au programme d'études supérieures en muséologie de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Elle est responsable d'un projet muséal portant sur la sauvegarde et la valorisation du patrimoine scolaire. Mme Meunier a acquis une compétence particulière en transposition muséographique de contenus scientifiques présentés, entre autres, sous forme d'expositions. À titre d'exemple, elle a réalisé les expositions suivantes : *Regards sur le rapport Parent : une exposition en 3 temps* (2003), *Lire, toute une aventure... quand le musée va à l'école* (2005) et plus récemment, *Objets de sciences, l'enseignement scientifique chez la Congrégation des Sœurs de Sainte-Anne* (2006). En plus des enseignements dispensés à l'UQAM, elle a œuvré dans l'enseignement universitaire à l'échelle internationale, notamment en 2004-2005, lorsqu'elle fut professeure invitée à l'Université catholique de Louvain (UCL), en Belgique.

La préservation et la valorisation de l'œuvre d'éducation et d'enseignement d'une communauté religieuse canadienne : l'exemple de la Congrégation des Sœurs de Sainte-Anne

Dans le cadre de la mise en œuvre d'un ambitieux et vaste projet de sauvegarde du patrimoine scolaire sous les auspices de l'UQAM, la Congrégation des Sœurs de Sainte-Anne a fait don d'un important legs représentant une part significative de l'implication des membres de cette communauté religieuse dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement au sein de la société canadienne entre 1850 et 1990. À partir de ce témoignage, un fonds documentaire sera constitué et documenté afin de développer les collections d'une institution à caractère muséal. Déjà une partie du patrimoine scolaire de cette congrégation religieuse a été documentée dans le cadre d'une activité de valorisation et de diffusion singulière : l'exposition *Objets de sciences, l'enseignement scientifique chez les Sœurs de la Congrégation Sainte-Anne entre 1850-1960*, qui privilégiait une approche dynamique d'interprétation. Des objets reliés à l'enseignement scientifique ont été non seulement exposés, mais aussi contextualisés. En plus de rendre compte de l'évolution de l'enseignement scientifique au cours des deux derniers siècles, l'exposition présente aussi, à travers les textes, la situation de l'instruction féminine qui perdure au Québec jusqu'aux années 60.



Denis Watters

Responsable de la coordination des équipes de rédaction du programme Éthique et Culture religieuse de la Direction générale de la formation des jeunes, Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Denis Watters possède une vaste expérience du monde de l'éducation. Actuellement responsable de la coordination des équipes de rédaction du primaire et du secondaire du programme d'éthique et culture religieuse au Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, il travaille depuis 1998 à l'élaboration du Programme de formation de l'école québécoise. Il a été rédacteur de programme d'études en enseignement moral et religieux catholique (1995 à 1998), chargé de cours à l'Université Laval et à l'Université du Québec à Trois-Rivières (1993-2000), enseignant au secondaire (1990-1995), auteur de matériels didactiques (1987-1991) puis conseiller pédagogique (1979-1990). Membre de la Commission d'enseignement secondaire du Conseil supérieur de l'éducation (1996-1999), il a siégé à de nombreux comités consultatifs et agi comme conférencier et personne-ressource dans plusieurs milieux de l'éducation. Denis Watters est détenteur d'un doctorat en théologie portant sur l'histoire récente de l'enseignement religieux catholique au Québec (1999).

Le patrimoine religieux dans le programme québécois d'éthique et culture religieuse

À compter de septembre 2008, en remplacement des enseignements confessionnels traditionnels, un programme d'éthique et culture religieuse sera offert à tous les élèves des écoles du Québec. Ce programme permettra la découverte ou l'approfondissement d'aspects importants de l'héritage religieux du Québec, dont le catholicisme et le protestantisme. Il ouvrira également à la diversité religieuse. L'avènement de ce programme soulève diverses questions. Quels sont les défis que pose la transmission du patrimoine religieux dans le contexte de ce programme d'études, qui réunit des élèves d'origines et de cultures diverses? Quels éléments constitutifs du patrimoine religieux doivent faire l'objet d'un apprentissage dans le cadre des activités pédagogiques? Quelles approches doit-on privilégier dans ce programme pour la transmission et l'appropriation du patrimoine religieux? À quelles retombées peut-on s'attendre de l'appropriation du patrimoine religieux qui découlera de la mise en place de ce programme?



SENS RELIGIEUX DU PATRIMOINE



Présidente :

Solange Lefebvre

Professeure et Titulaire, Chaire religion, culture et société de la Faculté de théologie et de sciences des religions, Université de Montréal

Solange Lefebvre est professeure titulaire à la Faculté de théologie et de sciences des religions de l'Université de Montréal, directrice du Centre d'étude des religions de l'Université de Montréal (CÉRUM) depuis 2000 et titulaire de la Chaire religion, culture et société depuis 2003. Mme Lefebvre a obtenu son doctorat en théologie de l'Université de Montréal (1992) et un diplôme doctoral en anthropologie sociale de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales de Paris (1996). Elle avait obtenu auparavant un baccalauréat en musique, interprétation piano. Elle a mené plusieurs recherches sur la religion dans la sphère publique et dirigé nombre d'équipes de recherche multidisciplinaire sur la transmission et les relations entre générations et les rapports entre religion et société. Elle a collaboré aussi, entre 1997 et 2000, à la section « Éthique et Religions » du journal *Le Devoir*, et intervient fréquemment dans les médias à titre de personne ressource. Son livre le plus récent : S. Lefebvre (dir.), *La religion dans la sphère publique*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2005.

Ce panel réfléchit sur les rapports entre patrimoine religieux et expérience religieuse, à travers l'art, la foi et le goût. Il importe donc de souligner l'apport du Gesù – Centre de créativité, à cet égard.

L'Église du Gesù compte parmi les quelque vingt-quatre églises et chapelles catholiques, protestantes et juives qui se trouvent dans le périmètre du quartier dit de Peter-McGill (3km²), sans compter les sept couvents et domaines appartenant à des communautés religieuses. Vers la fin du 19^e siècle, Mark Twain ironisait sur Montréal, dite « ville aux cent clochers » : « Il est impossible à un garçon d'y lancer une pierre sans briser un vitrail d'église, tant les

lieux de culte y sont nombreux! ». À partir de 1860 en effet, des temples imposants se construisirent, en particulier dans le centre-ville Ouest, habité par les familles anglo-protestantes et anglicanes les plus riches du Canada, magnats de la fourrure, bâtisseurs d'usines et de chemins de fer, commerçants et banquiers. Ce quartier, c'était le fameux Golden Square Mile, situé entre la rue Bleury à l'est et la rue Guy à l'ouest, Dorchester au sud (devenu René-Lévesque) et ave. des Pins au nord. Originaires surtout d'Écosse et d'Angleterre, ces familles qui possédaient une grande part de la richesse canadienne firent construire des églises de leur dénomination. Et souvent à travers le style architectural se manifestait le culte aux églises d'origine, dont on reproduisait la forme et style.

Mgr Ignace Bourget, évêque de Montréal au 19^e siècle, avait fortement encouragé l'établissement d'un collège au coeur de Montréal, souhaitant former une élite canadienne-française. Dans ce but, il s'adressa tout naturellement aux Jésuites, qui avaient établi en Europe plusieurs maisons d'enseignement depuis le 16^e siècle, en plus d'être éducateurs et confesseurs de princes et de la bourgeoisie des 17^e et 18^e siècles. De fait, le collège, fondé en 1848, formera une élite canadienne-française, artistique, libérale et scientifique. La construction de l'Église annexée au collège se fait près de vingt ans plus tard. On proposa d'abord à Bourget une construction de style gothique, mais il émit le souhait qu'elle soit de style romain, afin de se démarquer des églises anglicanes. Un architecte irlandais établi à New York, Patrick Charles Keely, soumit le projet qui fut finalement retenu, celui d'une construction sur le modèle du Gesù de Rome, construit entre 1568 et 1584, mélange de styles romain et baroque tardif. On construisit aussi un théâtre, car les Jésuites estimaient cette activité artistique importante pour l'éducation. L'Église du Gesù fut donc construite en tant que chapelle du Collège classique Ste-Marie, créé en 1948 par les Jésuites, qui cessa d'exister comme institution d'enseignement en 1969. Une université laïque, l'Université du Québec à Montréal, y résida temporairement, puis

en 1976, le collège sera détruit, laissant l'église seule. L'Église du Gesù fut classée bien culturel le 14 novembre 1975; il s'agit d'un oratoire public et non d'une église paroissiale. Ce discret sanctuaire est aussi un centre d'animation d'art sacré.

L'instigateur du Centre de créativité est le jésuite, artiste et théologien de formation, Daniel Leblond. Il lutte avec vigueur pour la revivification de la création d'art sacré dans la région montréalaise, aux prises avec un processus, lui semble-t-il, de muséification du catholicisme et du patrimoine religieux : « C'est bien beau le patrimoine, nous confie-t-il, mais pour bien des gens ça veut dire des choses et expériences du passé. Il y a des tensions avec les communautés chrétiennes installées dans des édifices patrimoniaux, qui souffrent d'être associées à quelque chose de passéiste. Il est important de valoriser aussi la création contemporaine, l'art sacré vivant, la spiritualité et l'expérience. » Le Centre de créativité veut donc susciter la création sacrée au sens large et pas seulement chrétien du terme, et accorde une particulière importance à la jeune relève artistique et à l'interculturalité. Ces propos de Leblond mettent, me semble-t-il, très bien la table au panel réuni ici, qui réfléchit sur le sens que prend le patrimoine, pour nous, dans le présent.

Bibliographie :

Gauthier, Raymonde, *Construire une église au Québec. L'architecture religieuse avant 1939*, Montréal, Libre Expression, 1994.

Grellier, I., Strub, H. et E. Genre (dir.), *Tradition chrétienne et créativité artistique : quand les arts stimulent le dialogue œcuménique*, Zurich, Éditions SITP, 2004, p. 143-155.

Nadeau, J.G., Pelchat, M. (dir.), *Dieu en ville : Évangile et Églises dans l'espace urbain*, Montréal, Novalis ; Paris, Cerf ; Bruxelles, Lumen Vitae ; Genève, Labor et Fides, 1999, p. 33-44.





Sylvain Caron

Professeur agrégé, Faculté de musique, Université de Montréal

Sylvain Caron est professeur agrégé à la Faculté de musique de l'Université de Montréal, où il enseigne l'écriture musicale. Ayant obtenu un prix de conservatoire et un doctorat en orgue, il est à la fois organiste concertiste – concerts, disques, émissions de radio – et organiste liturgique à Saint-Albert-le-Grand (église conventuelle des dominicains de Montréal). Il est membre co-fondateur de Laudem, l'Association des organistes liturgiques du Canada, directeur artistique des éditions Laudem, membre d'Universa Laus international et membre de l'Observatoire international sur la création musicale au XXe siècle (OICM). M. Caron a publié plusieurs articles sur la musique liturgique et il est régulièrement invité à prononcer des conférences au Canada et en France. En mars dernier, il a organisé un colloque international ayant pour sujet : Musique, art et religion dans l'entre-deux-guerres (1918-1939) : la construction d'une culture en pays francophones. Ses champs de recherches concernent l'analyse et l'écriture musicale, la musique française sous la troisième République (1870-1939), le répertoire d'orgue et la musique liturgique. Il s'intéresse également aux sources religieuses, esthétiques et culturelles de différents systèmes d'écriture. Enfin, il est chercheur-créateur en composition musicale appliquée à la liturgie et travaille en collaboration avec des collègues à des activités de formation, de création et de réflexion sur le sujet.

La pratique du concert spirituel : un nouvel outil de diffusion de la culture religieuse

Au cours des dernières années, nous avons assisté à la multiplication des concerts spirituels et des festivals de musique sacrée. Certes, ce phénomène s'inscrit dans une perspective de nouvelle utilisation des lieux de culte et de revalorisation du patrimoine, suite à la chute de la pratique religieuse. Les anciennes églises sont sans contredit des lieux naturels pour la diffusion de la musique sacrée. Mais au delà de considérations utilitaires, on peut émettre l'hypothèse que ces pratiques correspondent à de nouveaux modes de diffusion de la culture religieuse, voire d'un contenu religieux mais non dogmatique, basé sur l'expérience personnelle induite par la musique. Pour approfondir la question, l'étude de quelques lieux de diffusion montréalais servira d'abord à expliciter et départager les pratiques. Ces différents cas présentent un rapport plus ou moins formel avec la religion, allant de l'expérience très libre du concert spirituel à celle plus orientée du colloque. Je mènerai par la suite une réflexion plus théorique sur le contexte de diffusion et de réception de la musique sacrée. À partir de la réflexion développée par Charles Taylor dans *La diversité de l'expérience religieuse* aujourd'hui, je m'interrogerai sur les motivations culturelles et religieuses que présupposent les divers types d'approche musicale. De quelle manière notre patrimoine musical religieux, en tant qu'expérience du beau, permet-il un élargissement de notre culture, voire une réconciliation de l'expérience personnelle authentique et du cadre conceptuel inhérent à une religion institutionnalisée ?



Marc Pelchat

Professeur titulaire, Faculté de théologie et de sciences religieuses,
Université Laval

Après un doctorat en théologie sur l'ecclésiologie dans l'oeuvre de Henri de Lubac, Marc Pelchat devient professeur à la Faculté de théologie et de sciences religieuses de l'Université Laval en 1987. Il y enseigne l'ecclésiologie et les études pastorales. Ses travaux de recherche ont porté sur les ministères ecclésiaux, les transformations du système paroissial et la pastorale en milieux de santé. Il a occupé la fonction de doyen à la Faculté de théologie et de sciences religieuses (1997-2004) et à la Faculté des études supérieures de l'Université Laval. Il est codirecteur avec Marie-Claude Rocher d'un ouvrage collectif à paraître aux Presses de l'Université Laval (décembre 2006) : *Le patrimoine des minorités religieuses : richesse et vulnérabilité*. Parmi ses autres publications : *L'inscription de la théologie dans l'université publique et pluraliste*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2004, 156p, en collaboration avec Gilles Routhier; *La ville : défis éthiques, ecclésiaux et théologiques*, Ottawa, Novalis, 366p, en collaboration avec Jean-Guy Nadeau.

Les langages du patrimoine religieux et la «survie du sacré»

Alors que les premières assemblées chrétiennes se sont passées d'églises en tant que telles et que les premiers docteurs de l'Église refusaient d'enfermer la présence de Dieu dans un lieu qui lui serait consacré, le christianisme a fini par recouvrir d'édifices religieux une grande partie des terres habitées. Cette évolution a quelque chose à voir avec la dynamique de l'incarnation, de la visibilité du divin à l'œuvre dans l'histoire. La construction de l'Église du Christ a donné lieu à un immense héritage patrimonial. Les éléments de cet héritage étaient liés à un projet d'Église et à un projet de société. Cet héritage constitue aussi un langage symbolique. Où en sommes-nous par rapport à ce que peut encore nous dire ce christianisme inscrit dans la pierre, le métal et le bois? Les patrimoines religieux ont la mémoire comme présupposé indispensable, mais leur maintien ne se limite pas à la conservation d'une chose acquise appartenant au passé. Ils méritent d'être préservés s'ils participent au monde du sens, s'ils permettent de donner un sens au présent et de mettre en branle la pensée et l'action. Les patrimoines religieux sont aussi un lieu de débats sur les moyens les plus adéquats pour manifester aujourd'hui la transcendance, sur ce qui est pertinent afin d'accompagner la recherche spirituelle ou la confession croyante. Certains acteurs pastoraux, par exemple, voient le maintien de la propriété du patrimoine bâti comme un obstacle à la mission actuelle de l'Église. D'autres continuent de voir ce patrimoine comme le support d'une pastorale incarnée et d'une intelligence de la foi capable de se manifester dans l'environnement de tous les jours. Cette communication se veut une contribution à ce débat.





Olivier Bauer

Professeur adjoint, Faculté de théologie et de sciences des religions,
Université de Montréal

Olivier Bauer est né à Neuchâtel en Suisse en 1964. Marié, père de 3 enfants, il a vécu et travaillé en France, en Suisse, en Polynésie française et aux États-Unis. Il est depuis 2005 professeur adjoint à la Faculté de théologie et de sciences des religions de l'Université de Montréal. Joignant deux de ses passions – la cuisine et la théologie – il mène des recherches sur la relation entre la nourriture et la religion. Sur ce sujet, il est l'auteur d'un livre – *Le protestantisme à table*, Genève, Labor et Fides, 2000 (123 p.) –, de deux articles scientifiques – « Même un protestant peut prendre du plaisir à table », *Les Cahiers protestants*, Lausanne, 2003/3 (p. 11-17) et « Du beau du bon... du bon Dieu » *Lumen Vitae*, Bruxelles, 2004/2 (p. 149-159) – ainsi que de plusieurs textes grand public – dont « La liturgie du plaisir », *Le Temps*, Genève, 24 octobre 2001 et « Le mythe de l'austérité protestante », *Le Monde des Religions*, Paris, septembre 2004 (p. 42-43). Il a organisé à trois reprises des conférences dégustations interreligieuses.

Les goûts de l'Autre comme Matrimoine religieux immatériel

Pourquoi les Étatsuniens mangent-ils de la dinde à la Thanksgiving, tandis que les Français la gardent pour Noël? Pourquoi les Québécois mangent-ils des brioches de carême? Pourquoi les Polynésiens remplacent-ils le pain de la communion par du ùru? Pourquoi le chocolat de Pâques prend-il la forme de cloches dans les régions catholiques et de lapins dans les régions protestantes?

Rares sont les théologiens qui font de ces questions leur objet de recherche. Et pourtant, les nourritures, les repas et les goûts peuvent faciliter la rencontre avec Dieu et transmettre quelque chose sur lui. À côté du patrimoine matériel – bâtiments, objets, œuvres d'art, etc. –, nous postulons donc qu'il existe un « patrimoine religieux immatériel » : patrimoine, car il est le bien commun des femmes; immatériel, parce qu'il est composé de goûts, d'odeurs, de matières, de gestes et de traditions. Son caractère à la fois populaire et féminin explique certainement le discrédit théologique qui l'afflige.

Dans notre exposé, nous traiterons de l'alimentation. À partir de notre expérience personnelle – des nourritures partagées et cuisinées sur 3 continents – nous montrerons que les aliments sont des artefacts théologiques inscrits dans des pratiques pastorales. Nous présenterons une typologie des différentes manières d'envisager la relation entre Dieu et la nourriture. Nous préciserons le rôle des aliments dans la transmission du christianisme. Nous évoquerons les grandes lignes de notre projet de recherche sur le patrimoine religieux immatériel du Québec.



GROUPES RELIGIEUX ET PATRIMOINE : JOUENT-ILS LEUR RÔLE D'ÉDUCATION?



Président :

Jean-Claude Breton

Professeur agrégé et Secrétaire, Faculté de théologie et de sciences des religions,
Université de Montréal

Jean-Claude Breton naît à Tedford Mines en 1941. Il obtient en 1986 un doctorat en théologie à l'Université de Montréal. Il est également détenteur d'un baccalauréat en philosophie du Collège Universitaire Dominicain d'Ottawa. De 1994 à 2005, M. Breton a occupé le poste de Directeur de «Présence magazine» et dans lequel il publiera plusieurs articles, notamment sur le patrimoine religieux, ou encore sur les archives et souvenirs des communautés des missionnaires. Jean-Claude Breton enseigne depuis près de vingt et un ans la théologie de la vie spirituelle à l'Université de Montréal. Il travaille également sur l'espérance eschatologique et l'expérience spirituelle. M. Breton est souvent consulté dans les médias pour éclairer sur les questions religieuses. Parmi ses plus récentes publications, notons : *La vie spirituelle en questions*, Montréal, Bellarmin, 2006, et *Prier Dieu dans un monde sans Dieu*, Montréal, Médiaspaul, co-direction avec Nicole Bouchard et Richard Bergeron, 2006.

Vous réunissez un groupe de personnes qui se livrent à une activité commune pendant des années, parfois des siècles, autour d'un même objectif, impliquant des composantes éducatives et artistiques et vous vous retrouverez, au bout du compte, avec une accumulation de biens remarquables.

Tout d'abord, le lieu même du regroupement de ces personnes est le plus souvent le fruit d'une certaine recherche architecturale ancrée dans une tradition immémoriale, mais aussi retouchée aux goûts du jours et marquée par les progrès technologiques en

construction. Puis la décoration de ce lieu attire l'attention. Des artistes de différentes époques, parfois parmi les plus grands, ont contribué à exprimer et illustrer les convictions du groupe occupant le lieu de culte et de célébration. Enfin, selon les circonstances, vous pourrez en plus admirer l'orfèvrerie des vases sacrés ou la « haute couture » des vêtements cérémoniels.

Aux yeux de plusieurs, ce qui vient d'être décrit représente bien un patrimoine et devrait dès lors être l'objet de mesures de protection et de conservation. Mais pour les premiers occupants de ce lieu, pour

ceux et celles qui ont prié devant les œuvres d'art, qui ont utilisé les vases et porté les vêtements, tout précieux que soient le lieu et ces objets, ils ne sont que partenaires secondaires de leur préoccupation première : apprendre, vivre et célébrer une foi commune.

Autrement dit, le fait de vivre dans un lieu à valeur patrimoniale, avec tout l'ameublement que cela implique, n'inspire pas nécessairement ni automatiquement des préoccupations claires de conservation et de protection de ces valeurs du passé. On pourra même voir à l'occasion des individus s'attacher, pour des raisons sentimentales ou théologiques, à des objets de valeur artistique médiocre. Il est même arrivé que pour répondre à des désirs de la communauté ou pour satisfaire les caprices de son leader,

on sacrifie sans hésitation des objets et des aménagements architecturaux de grande valeur.

Le fait est évident : les valeurs religieuses et patrimoniales, souvent très intimement liées, ne s'accordent pas toujours entre elles. Leurs relations semblent s'améliorer depuis quelques décennies en raison des informations qui circulent et de la formation qui commence à être offerte. Mais, selon la formule classique, est-ce trop peu, trop tard?

C'est beaucoup à cette question que les participants à ce panel voudraient apporter des éléments de réponse puisés à même la vie et les pratiques de leurs différentes communautés.

Bibliographie :

Croteau, André, *Les belles églises du Québec*, Montréal, Trécaré, 1996.

Godin, Colette, *Montréal, la ville aux cent clochers. Regards des Montréalais sur leurs lieux de culte*, [Images de société], Montréal, Fides, 2002.

Lord, France, *la muette éloquence des choses, collections et expositions missionnaires de la Compagnie de Jésus au Québec, 1843-1946*, thèse de doctorat, département d'histoire, Université de Montréal, 1999.





Monique Lanthier

Conservatrice des collections, les Prêtres de Saint-Sulpice de Montréal

Conservatrice des collections chez les Prêtres de Saint-Sulpice de Montréal depuis 2002 : gestion des projets de mise en réserve, d'inventaire, de catalogage, de conservation et de mise en valeur des collections; coordination des partenariats avec des professeurs et des étudiants en muséologie, tant au niveau collégial qu'universitaire; de 1996 à 2001 : conservatrice des collections à la basilique Notre-Dame de Montréal; de 1991 à 1996 : chargée de recherche et co-auteure du catalogue de la rétrospective *OZIAS LEDUC une oeuvre d'amour et de rêve*, présentée au Musée des beaux-arts de Montréal, au Musée national des beaux-arts du Québec et au Musée des beaux-arts de l'Ontario.

« L'Art est le son d'une âme » Ozias Leduc

Les prêtres de Saint-Sulpice de Montréal ont accumulé des biens culturels depuis près de 350 ans. Mais ce patrimoine exceptionnel est méconnu. Depuis 2002, des actions ont été entreprises afin de rassembler ce patrimoine, le conserver selon les normes, le documenter et le diffuser. Ce travail a été rendu possible grâce à de fructueux partenariats : des professeurs du département de techniques de muséologie du collège Montmorency se sont impliqués avec leurs étudiants dans de nombreux projets. De plus, des partenariats ont aussi été établis avec des professeurs de maîtrise en muséologie de l'Université de Montréal, de l'Université du Québec à Montréal et de l'École du Louvre. Ces partenariats nous permettent de poursuivre la mission principale des Prêtres de Saint-Sulpice, soit l'enseignement. En effet, les Sulpiciens participent ainsi à la formation de la relève en muséologie et, grâce au contact direct avec les objets des collections, les étudiants prennent connaissance de l'histoire religieuse et sociale de cette société de prêtres séculiers dont le rôle a été prépondérant dans la fondation et le développement de Montréal.



Robert Bull

Journaliste et Conseiller (elder) de l'Église Unie St. James

Robert Bull est conseiller (elder) de l'Église Unie Saint James, laïque élu par les membres de la congrégation au comité qui gère la vie spirituelle de la communauté. Il possède une formation en Arts et Lettres de l'Université York et de l'Université de Toronto et une formation en journalisme de l'Université Carleton. Journaliste depuis plus de 30 ans, ses textes ont été publiés dans plus de 100 journaux au Canada et ailleurs, surtout lorsqu'il travaillait pour l'agence The Canadian Press. Il a également été correspondant dans l'est du Canada pour The Vancouver Sun et The Winnipeg Free Press, correspondant à Montréal pour le Toronto Star et directeur des nouvelles à Montréal pour la radio de CBC. Depuis 10 ans, il travaille surtout comme publicitaire pour des groupes communautaires. Ses intérêts particuliers portent sur la musique et l'histoire de l'Église.

Une Église dans la communauté : le cas de Saint James

L'Église Unie Saint James est une église protestante dans une province où la vaste majorité des églises sont d'allégeance catholique romaine. De même, Saint James est une église anglophone dans une province où la langue officielle et majoritaire est le français, ce qui lui donne un rôle particulier dans le patrimoine religieux du Québec. Cette particularité est visible dans l'architecture, laquelle reflète la façon dont ces gens ont toujours vu leur relation avec Dieu et avec la communauté environnante. La communauté de Saint James grandit et la récente rénovation de la façade a été entreprise en partie parce que le nombre de membres n'a cessé d'augmenter. Les membres de la paroisse de Saint James sont impliqués dans leur communauté et bien au fait de l'actualité, et cette réalité va en augmentant depuis que l'Église est visible de la rue. On dit que le design suit la fonction. Le design de Saint James, surtout intérieur, a permis de produire des concerts. Et la rénovation a attiré plus de 40 000 visiteurs entre le 1^{er} juillet et le 30 septembre 2006. Mais Saint James n'est ni une salle de spectacles ni un musée. Et avec ses partenaires, Saint James se découvre un nouveau rôle éducatif.





Michel Naggar
Théologien

Michel Naggar possède un baccalauréat en génie de l'Université du Caire et un baccalauréat en commerce de l'Université d'Alexandrie. Il fut administrateur de sociétés en Égypte et travailla pour la Banque de développement du Canada à Montréal. Tout au long de sa carrière, il a effectué plusieurs missions outre-mer de coopération entre les institutions financières de développement. M. Naggar a également suivi des cours à l'Institut St. Serge de théologie orthodoxe et a fait partie du comité de rédaction du Centre canadien d'œcuménisme, du comité du Centre interreligieux de Montréal ainsi que de l'Exécutif et de la Commission des interventions de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT). M. Naggar a notamment été conférencier invité à la Faculté des sciences religieuses de l'Université McGill.

Transmettre le patrimoine spirituel

La présence de la tradition chrétienne orthodoxe en Amérique du Nord a commencé au XIX^e siècle en Alaska par l'établissement d'une église indigène. Pour le Québec et le reste du Canada, cette présence commença par l'arrivée de plusieurs communautés d'immigrants au cours du XX^e siècle. Ces communautés constituaient une diaspora en raison de leur attachement à leurs sièges primatiaux respectifs, répartis de par le monde. Elles partagent un patrimoine culturel religieux commun en vertu d'une liturgie commune.

En ce qui concerne le patrimoine immobilier, il s'agissait de convertir des lieux profanes en lieux de culte, plutôt que l'inverse. Des églises de facture orthodoxe (coupole ou dôme, iconostase, sanctuaire, etc.) furent bâties au fur et à mesure que les communautés devenaient financièrement en mesure de bâtir et de soutenir une paroisse. Cette tendance devrait se maintenir avec la croissance de ces communautés.

Le défi aujourd'hui est de transmettre le patrimoine spirituel et sa tradition vivante aux générations futures, malgré la dispersion et la diversité. La crainte d'un attiédissement de la pratique religieuse chez ceux qui recevront ce patrimoine, l'hésitation entre le maintien de plusieurs centres de primauté et la fusion en une juridiction commune sont parmi les difficultés à surmonter. L'avenir n'est cependant pas incertain, car la pensée orthodoxe est vigoureuse, sa tradition vivante et sa théologie riche et accueillante.



Steven Lapidus

Ph.D., Doctorant, Université Concordia

Steven Lapidus, ancien conservateur du Centre commémoratif de l'Holocauste à Montréal, poursuit présentement des études doctorales au Département des sciences religieuses de l'Université Concordia. Outre son secteur de recherche principal, l'histoire du Conseil communautaire juif de Montréal, il s'intéresse également à la communauté juive orthodoxe de l'Amérique du Nord et à l'interaction entre la sexualité et la religion. On lui doit notamment deux textes : « The Jewish Community Council of Montreal: A National Kehillah or a Local Sectarian Organization ? » dans *Canadian Jewish Studies* (à paraître) et « Forgotten Hasidim: Rabbis and Rebbes in Prewar Canada » dans *Canadian Jewish Studies*, Vol. 11, (sous presse).

Tradition religieuse et patrimoine culturel dans la communauté juive québécoise

La culture ainsi que la foi ont toujours été des éléments importants de l'identité juive au cours de l'histoire. La communauté juive québécoise est variée dans ses origines géographiques, idéologiques, et culturelles. Pour quelques uns, l'identité juive ne s'est pas modifiée de manière significative dans l'ère moderne. Elle se manifeste de la même manière depuis des siècles : à travers des institutions et des habitudes traditionnelles. Le patrimoine juif demeure synonyme de foi et de piété. Pour d'autres, l'héritage juif est mieux représenté à travers les exploits culturels. Le patrimoine est un parcours culturel. Et pour d'autres encore, peut-être la majorité, qui se situent entre ces deux extrêmes idéologiques, la culture ainsi qu'un traditionalisme font partie intégrante de l'adaptation contemporaine. En analysant les pratiques éducatives, institutionnelles, et idéologiques, j'évoquerai certaines démarches qui maintiennent la continuité culturelle juive dans un Québec moderne.



PATRIMOINE RELIGIEUX, CULTURE ET TRANSCENDANCE



Présidente :

Lorraine Caza

Supérieure générale, Congrégation de Notre-Dame et Professeure retraitée,
Université Saint-Paul

Soeur Lorraine Caza, CND, est docteure en théologie. Professeure au Collège dominicain d'Ottawa durant trente ans, elle a été la première femme à être nommée doyenne d'une Faculté de théologie de droit pontifical avant de devenir, en 1996, supérieure générale de la Congrégation de Notre-Dame. En plus des articles, brochures et livres qu'elle a publiés, soeur Caza a présenté un grand nombre d'exposés à des auditoires très variés dans divers pays. Sa réflexion a porté notamment sur l'anthropologie biblique, la prière liturgique et le Nouveau Testament, en particulier les évangiles de l'enfance, la Passion-Résurrection et l'Apocalypse. Parmi ses nombreuses contributions à la réflexion théologique, signalons l'imposant ouvrage issu de sa recherche doctorale: « Mon Dieu, mon Dieu, pourquoi m'as-tu abandonné? », qui lui valut en 1986 le prix international Malipiero, et sa participation très active au Synode romain des évêques sur la vie religieuse en 1994, à titre de personne-ressource. La spiritualité de soeur Caza a comme source principale le mystère de la Visitation de Marie, qui a inspiré toute la vie et l'oeuvre de Marguerite Bourgeoys, fondatrice de sa Congrégation.

Au moment où je rédige ces lignes, je sais que Maxime Allard aborde ce thème exigeant, redoutable, immense, en termes d'une oscillation entre un deuil interminable et l'espérance chrétienne, et que Christina Cameron souhaite nous faire réfléchir sur l'évolution du rôle du patrimoine religieux dans l'organisation de l'espace des villes historiques. Monsieur Dinu Bumbaru traitera du sens et de la présence du patrimoine religieux dans l'écosystème patrimonial, ainsi que des enjeux relatifs à sa conservation.

Bon nombre d'années de réflexion théologique et des années engagées dans l'animation et l'administration de la Congrégation de Notre-Dame me rendent fort

intéressée au rapport patrimoine religieux – culture – transcendance. Parmi les questions que je porte et les pensées que je nourris :

Dans la Congrégation, jeune de 350 ans, à laquelle j'appartiens, les archives ont été portées par des femmes passionnées pour la mission éducative de la Congrégation, très explicitement engagées dans la quête de Dieu, très inspirées par la fondatrice et par l'itinéraire de l'institution CND à travers les générations. La place de cette passion pour la transcendance, pour l'histoire, pour la mission d'un institut doit-elle être prise en compte dans une réflexion sur la transmission et l'appropriation d'un patrimoine?

Si je m'arrête à deux « monuments » insignes de notre patrimoine CND : la Maison Saint-Gabriel et la Chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours, ils font tous deux partie de notre patrimoine religieux, mais certainement de façon différente. La Maison Saint-Gabriel, comme maison de ferme, comme résidence des Filles du Roy, n'aurait pas connu le même développement si elle n'avait été le lieu d'incarnation d'un rêve profondément inspiré par la foi, mais elle n'est pas « religieuse » au même titre que la Chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours, lieu de culte, de dévotion mariale, but d'un pèlerinage. Cette illustration, comme beaucoup d'autres, nous invite à creuser l'expression : patrimoine religieux.

En lien avec « l'effacement de la croyance et de la pratique religieuse » et aussi avec « l'incapacité répandue d'en nommer et d'en décoder la facture et le contenu », on entend souvent parler d'un passage d'une vocation culturelle d'un édifice à sa vocation culturelle. Oui, il y a des lieux de culte qui sont

devenus « musées », mais il y a des lieux de culte de grande valeur patrimoniale qui n'ont pas renoncé pour autant à leur vocation culturelle. Ils ne répètent pas toutes les formes des siècles passés, mais inscrivent une même foi exprimée en termes et en formes contemporaines.

Le colloque parle d'éducation, de transmission de sens, d'appropriation. Qu'est-ce que nous avons à nous dire, au niveau anthropologique et au niveau théologique, sur le rapport d'un être humain au passé, sur l'importance de développer l'art de la conversation du présent avec le passé, sur les conditions pour vivre enraciné, s'étant approprié son passé, celui de son peuple? En christianisme, quelle place est donnée à la mémoire, au mémorial?

Pour moi, reste toujours actuel le message du grand rabbin Baal Shem Tov : « L'exil commence avec l'oubli. »





Dinu Bumbaru

Directeur des politiques, Héritage Montréal et Secrétaire général, ICOMOS

Diplômé en architecture de l'Université de Montréal et en conservation de l'Université de York en Angleterre, Dinu Bumbaru travaille depuis 1982 à Héritage Montréal, organisme associatif qui promeut la protection et le bon usage des patrimoines historique, architectural, naturel et culturel de la région métropolitaine. Dans ce contexte, il a fait des recherches, réalisé des outils de diffusion, donné des cours et des conférences, participé à des démarches de concertation et à des campagnes. Il est actif au sein des Amis de la montagne et de Culture Montréal et fut co-rédacteur de la Déclaration québécoise du patrimoine, qui définit celui-ci comme « porteur de mémoire ». Dinu Bumbaru prolonge son action locale par un engagement international au Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS), organisation non gouvernementale conseillant l'UNESCO et le Comité du patrimoine mondial. Membre du Comité exécutif international depuis 1993, il est Secrétaire Général depuis 2002, et concentre ses efforts sur la concertation interdisciplinaire, la participation publique, le patrimoine en situations d'urgence et la sauvegarde du patrimoine récent.

Sens et présence du patrimoine religieux dans l'écosystème patrimonial et sa conservation.

Au plan de l'objet, le patrimoine bâti et associé aux traditions religieuses dans une métropole cosmopolite comme Montréal est fort englobant. Il regroupe une diversité d'édifices; par exemple, les églises, temples, synagogues, presbytères, couvents ou encore les bains rituels. Il comprend d'impressionnantes archives et des collections d'objets ou d'œuvres d'art sacré : cloches, meubles ou orgues. Il compte aussi des paysages et aménagements sacrés, tels que cimetières, jardins monastiques ou pèlerinages, sans oublier la place des marques et lieux religieux dans le paysage collectif; par exemple, la croix du Mont-Royal, les clochers ou la toponymie. Enfin, ce patrimoine est fait de rituels, de chants, de traditions vivantes, de mots ou de savoir-faire associés aux pratiques et aux fêtes religieuses. Local comme global, il est un des grands piliers de l'identité et de la production culturelle, mais nos sociétés perdent graduellement les clés qui permettent de le connaître et de déchiffrer les symboles. Néanmoins, ces mêmes sociétés sont plus sensibles aux enjeux de mémoire, d'identité et de patrimoine et interrogent les propriétaires de tels biens emblématiques, aux préoccupations de plus en plus financières et utilitaristes. Le caractère universel du patrimoine religieux donne accès à de nombreuses expériences, ce qui anime l'action d'Héritage Montréal ou de l'ICOMOS, afin que l'inspiration internationale aide à mieux définir l'organisation nationale et l'action locale, là où est ce patrimoine et où sa présence a souvent le plus grand sens.



Maxime Allard, o.p.

Professeur de philosophie et de théologie et Vice-Président,
Collège des Dominicains (Ottawa)

Né en 1962 à Québec, Maxime Allard est frère dominicain de la province Saint Dominique du Canada depuis 1985. Il a obtenu son doctorat de la Faculté de théologie et des sciences religieuses de l'Université Laval, à Québec, et détient une maîtrise en philosophie de l'Université d'Ottawa. Il enseigne la philosophie et la théologie au Collège Dominicain d'Ottawa, dont il est d'autre part vice-président. Maxime Allard a également enseigné pendant trois ans au Saint Joseph's Theological Institute, à Cedara, en Afrique du Sud. Il enseigne régulièrement au Centre des Études Institutionnelles des Dominicains à Lille, en France et chez les Dominicains du Rwanda et du Burundi. Membre de plusieurs comités de rédaction de revues de philosophie et de théologie, son dernier livre s'intitule « Que rendrai-je au Seigneur? Aborder la religion par l'éthique ».

Osciller entre un deuil interminable et l'espérance chrétienne. Propos théologiques sur des figures du « patrimoine religieux ».

Dans un premier temps, il s'agira de tenter, par divers biais, de faire reconnaître des mises en figure et en scène du « patrimoine religieux » dans les discours et les pratiques, tant dans l'aire ecclésiale que dans la société. Il importera aussi d'être attentifs à la question des temps et rythmes d'apparition de ces discours ainsi qu'à la place qu'y occupe la temporalité. Dans un second temps, on reconstruira la matrice conceptuelle et pragmatique (surtout dans ses aspects sociologiques et théologiques) ainsi que les postures d'énonciation permettant la construction et la circulation de ces discours sur le « patrimoine » dit « religieux ». Aussi sera-t-il important de définir le caractère « religieux » de ce patrimoine et ses effets sur la notion et les figures du « patrimoine ». Dès lors, la réflexion s'attardera à mettre en place les passions et émotions contenues dans les figures complexes du « patrimoine religieux ». Une fois ces structures établies, il sera aisé de démontrer que les discours et pratiques actuels oscillent entre un « deuil interminable », avec la posture mélancolique qui le caractérise, et l'espérance, telle que peut l'inspirer une réflexion théologique chrétienne.





Christina Cameron

Professeure et Titulaire, Chaire de recherche du Canada en patrimoine bâti de la Faculté de l'aménagement, Université de Montréal

Christina Cameron est titulaire de la Chaire de recherche du Canada en patrimoine bâti. Avant sa venue à l'Université de Montréal, elle a occupé des postes de direction dans le domaine du patrimoine à Parcs Canada pendant trente-six ans. À titre de directrice générale des Lieux historiques nationaux, elle a assumé l'orientation nationale du volet des lieux patrimoniaux du Canada, notamment en matière de conservation du patrimoine et de programmes éducatifs. Mme Cameron est chef de la délégation canadienne auprès du Comité du patrimoine mondial depuis 1990 et a présidé plusieurs réunions internationales de spécialistes. Elle a publié une biographie sur l'architecte et ingénieur Charles Baillairgé de la ville de Québec ainsi que de nombreux articles sur l'évolution de la Convention du patrimoine mondial de l'UNESCO. En juin 2006, elle a reçu un Prix d'excellence de la fonction publique du Canada dans la catégorie Carrières exceptionnelles.

La signification actuelle du patrimoine religieux dans les paysages urbains historiques

Le patrimoine religieux joue un rôle important dans l'organisation de l'espace des villes historiques. Même si l'appartenance religieuse est moins manifeste, ce patrimoine religieux continue de marquer les paysages urbains historiques. Souvent d'une haute qualité architecturale, il joue un rôle esthétique dans notre expérience des paysages urbains historiques, rôle enraciné dans un langage visuel - volumes, matériaux, échelle - qu'on retrouve dans la Charte de Venise de 1964 de l'ICOMOS. Mais les discussions amorcées par le Mémorandum de Vienne de 2005 suggèrent que nous sommes actuellement témoins d'une transition de la ville vers un intérêt à l'égard de l'environnement historique comme espace de rituel et d'expérience humaine. Dans le contexte d'une approche écologique comme moyen de comprendre le paysage urbain historique, le patrimoine religieux revêtira une autre signification plutôt associative, définie par ceux et celles qui habitent l'espace. Quelques exemples de sites du patrimoine mondial seront présentés pour illustrer ce rôle évolutif du patrimoine religieux.



Conférence de clôture



Dominique Ponnau
Conservateur général
du Patrimoine et
Directeur honoraire
de l'École du Louvre,
Paris (France)

Né le 24 juin 1937 à Vannes (Morbihan), Dominique Ponnau, élève de l'École Normale Supérieure de Paris, agrégé de Lettres classiques, entame ce qui sera une brillante carrière principalement tournée vers les responsabilités administratives et culturelles.

Il compte à son actif plusieurs postes prestigieux dont ceux de directeur du Centre de civilisation française de Varsovie, puis de Conseiller technique au cabinet du ministre des Affaires culturelles de 1970 à 1972. Il devient Chef de l'Inspection générale des musées classés et contrôlés de 1972 à 1977, puis directeur de l'École du Louvre de 1982 à 2002, ainsi que directeur de l'École du Patrimoine de 1986 à 1990. Il occupera également les postes de Président de la Commission pour la Sauvegarde et l'Enrichissement du Patrimoine culturel (1980-2002) et de Président du Comité du Patrimoine culturel au ministère de la Culture et de la Communication (2002-2005). Actuellement, Dominique Ponnau est Conservateur général du Patrimoine (et ce depuis 1993) et directeur honoraire de l'École du Louvre.

Sa production littéraire étudie principalement le rapport intime entre l'art et la foi: (« *Caravage, une lecture* » en 1993, « *Figures de Dieu, la Bible dans l'Art* » en 1999, « *Dieu en ses anges* » en 2000 et « *La Beauté pour sacerdoce* » en 2004). Ses réflexions philosophiques, religieuses et poétiques se distillent tout au long de ses nombreux articles et de ses interventions lors de conférences internationales portant en particulier sur les rapports entre culte et culture, sur le patrimoine culturel et sur le dialogue interreligieux.

Actualité et urgence de la formation à la connaissance du patrimoine religieux

Le patrimoine religieux est sans doute la partie essentielle du patrimoine humain. Quand Enée, lors de l'incendie de Troie, fuit la cité ancestrale, il emporte avec lui ce qu'il a de plus cher: son fils, son père et les pénates de sa ville; son fils, c'est-à-dire son avenir et celui de son peuple; son père, c'est-à-dire l'ensemble des maillons constitutifs de son origine; les pénates de sa ville, c'est-à-dire les symboles religieux de sa plus fondamentale identité, de celle de ses pères, de celle de ses fils. Aujourd'hui, en France sûrement, en Europe sûrement, sur les deux rives de l'Atlantique probablement, dans le monde entier sans doute, nous en sommes là. Nous détenons un patrimoine architectural, plastique, musical, littéraire prodigieusement riche, foyer possible d'une pensée toujours vive, toujours nouvelle et, à vrai dire, de ce qu'il y a de plus haut et de plus profond dans l'expression du génie humain en son enracinement terrestre et en son aspiration transcendante. De ce patrimoine si varié, si essentiel, en quelques générations, nous avons perdu la clef, l'accès. Il s'en suit une angoisse diffuse, propice aux ravages des tentations contraires – souvent simultanées – de la table rase ou de la réaction fossilisante. De cette angoisse il faut triompher. En la traversant! Car on ne peut la nier. Il faut rendre de nouveau accessible à nos fils le prodigieux héritage de nos pères, pour qu'eux-mêmes le tiennent à la disposition de leurs enfants. Qu'en feront ceux-ci? Je ne sais: Rome est la fille lointaine de Troie, mais elle n'est pas la ville que les Grecs ont brûlée. Quels Enées serons-nous? Pour quels Ascagnes? Quels sont nos pères, nos Anchises? Et que sont nos pénates? De quoi devons-nous consentir à nous défaire pour avancer, sans crainte des appauvrissements, des rives du Simois jusqu'à celles du Tibre? Tels seront quelques uns des questionnements qui nourriront cette conférence conclusive, nourrie elle-même assurément de ceux que le colloque aura posés et des ouvertures qu'il aura faites. Les exemples seront choisis majoritairement, mais non exclusivement, dans le patrimoine religieux d'origine européenne. Dans le patrimoine de cette Europe rayonnante, qui a désormais autant à recevoir qu'à donner, mais qui n'a pas le droit de se considérer, dans son génie et dans sa mission, comme défunte. La question est essentielle, elle est vitale, elle est urgente: ceux qui non seulement connaissent ce patrimoine, mais en vivent, mourront bientôt. Puissent-ils mourir comme un terreau fécondant la vie qui se prépare!



Des initiatives

Lors du colloque, des auteurs de projets de transmission du patrimoine religieux québécois seront présents. Ils tiendront six kiosques consacrés à leurs activités dans le hall d'entrée du Gesù. Venez les rencontrer et discuter avec eux.

LA ROUTE DES CLOCHERS



Église Sainte-Angèle-de-Laval, Bécancour
Photo: Annie Brien



La route des clochers est un projet culturel et touristique unique au Centre-du-Québec, visant à mettre en valeur les richesses du patrimoine religieux rural en ouvrant aux touristes, de la Saint-Jean-Baptiste à la fête du Travail, sept magnifiques églises de la MRC de Bécancour, soit Saint-Pierre-les-Becquets, Gentilly, Sainte-Angèle-de-Laval, Saint-Grégoire, Sainte-Sophie-de-Lévrard, Fortierville et Précieux-Sang.

Ces églises, bâties pour la plupart au XXIX^e siècle avec les matériaux nobles de l'époque, sont des biens patrimoniaux d'une valeur et d'une richesse inestimables. D'ailleurs, deux d'entre elles, Saint-Grégoire et Saint-Édouard-de-Gentilly, sont classées monuments historiques, de même que des pièces architecturales et religieuses dans les églises du Précieux-Sang et de Saint-Grégoire.

Après trois saisons (2004-2005-2006), *La route des clochers* a accueilli près de 10 000 visiteurs de façon chaleureuse, avec des guides renseignés. Ces visiteurs arrivent par autobus en famille, seuls ou par groupes organisés et entrent ainsi en lien avec les lieux par l'histoire du bâtiment, diverses notions d'architecture, d'art, d'histoire de l'art, en passant par les objets de plusieurs époques reliés au culte.

Grâce à des recherches historiques menées en 2003 et structurées pour chacune des églises, les guides peuvent répondre aux nombreuses questions des visiteurs et ceux-ci repartent avec une mine de renseignements, émerveillés par tant de richesses historiques et artistiques méconnues ou mal connues. De plus, en 2006, trois églises ont exposé des objets et vêtements sacerdotaux, pour le plus grand plaisir des visiteurs. Ces expositions se renouveleront l'an prochain et seront élargies à toutes les églises de la route.



Église du Précieux-Sang, Bécancour
Photo: Marc Chênevert

Le circuit de *La route des clochers* fait maintenant partie des attraits touristiques de la MRC de Bécancour. Tourisme Bécancour en fait la promotion comme produit original nouvellement greffé à d'autres circuits existants.

En 2007, nous vous attendons en grand nombre et vous serez les bienvenus au Centre-du-Québec. Au plaisir de vous y rencontrer !

Site Internet : www.tourismebecancour.com

Représentants

Mme Diane Lemieux, Responsable de l'église du Précieux-Sang, secteur de la Ville de Bécancour pour *La route des clochers*.

Mme Monique Manseau, Agente de développement culturel, MRC de Bécancour, Responsable de la culture sur le territoire de la MRDC de Bécancour.



Chaire de l'Église Saint-Édouard-de-Gentilly, Bécancour
Photo: Annie Brien



Orgue Casavant et Frères de l'Église Sainte-Sophie, Sainte-Sophie-de-Lévrard
Photo: Annie Brien



Maître autel de l'Église Saint-Grégoire-le-Grand, Bécancour
Photo: Annie Brien

FESTIVAL DU CINÉMA RELIGIEUX ET HUMANISTE DE SAINT-SÉVERIN



« J'ai serré la main du diable », conférence du général Roméo Dallaire, tenue le 7 octobre 2006.



M. Jean-Pierre Beltrami, parrain de l'événement, accompagné de quelques membres de l'organisation du Festival.

Le Festival du cinéma religieux et humaniste de Saint-Séverin est né d'une initiative citoyenne. Il a été créé pour donner un nouvel essor au village sis sur les hauteurs de la Beauce. En 2003, des citoyens réalisent que la survie de Saint-Séverin est compromise. La fermeture annoncée du dépanneur va entraîner celle du bureau de poste qu'il abrite et menace également la caisse populaire située au cœur du village.

L'avenir de l'église et du cimetière où reposent les pionniers de la municipalité est préoccupant. L'église et le cimetière témoignent du passé historique de Saint-Séverin. Ils doivent être préservés et mis en valeur. Quelques personnes se regroupent pour plaider cette cause auprès du comité mis sur pied pour la survie du village. On décide de créer un événement annuel qui se déroulerait à partir du site paroissial.

Le premier Festival du cinéma religieux et humaniste s'ouvre en octobre 2005. L'année précédente, un comité de sélection s'est réuni une dizaine de fois pour visionner des œuvres, donner son appréciation et retenir les plus intéressantes. Pendant quatre jours, à l'église du Saint-Séverin, le public est invité à découvrir des films sur la culture et le patrimoine religieux et la quête de sens dans notre société. Chaque projection est suivie de rencontres et d'échanges avec des réalisateurs, gens de cinéma, spécialistes des sujets traités.



Présentation du film « Le chant perdu de Grégoire » en présence de La Schola grégorienne Scandicus, dirigée par M. Jean Côté

Présentation du film
« L'évangile selon les
Papous » par M. Pierre
Maranda, Anthropologue
et Professeur, Faculté
d'anthropologie de
l'Université Laval



Présentation du
court-métrage
« Correlieu »
par M. François
Brault, réalisateur.



La seconde édition a eu lieu du 5 au 8 octobre dernier. Plus de 600 personnes ont franchi les portes de l'église pour voir les documentaires ou films à l'affiche. Les sujets allaient du chant grégorien aux conséquences de l'évangélisation des Papous, en passant par la solitude en milieu urbain, les femmes prêtres et le génocide rwandais, avec comme invité le général Roméo Dallaire.

Le Festival du cinéma religieux et humaniste est non concurrentiel et ouvert à toutes croyances, églises ou religions.

Site Internet : www.festivalcineseverin.org

Représentants

Mme Louise Chamberland
Fondatrice et directrice, Festival du
cinéma religieux et humaniste de Saint-Séverin

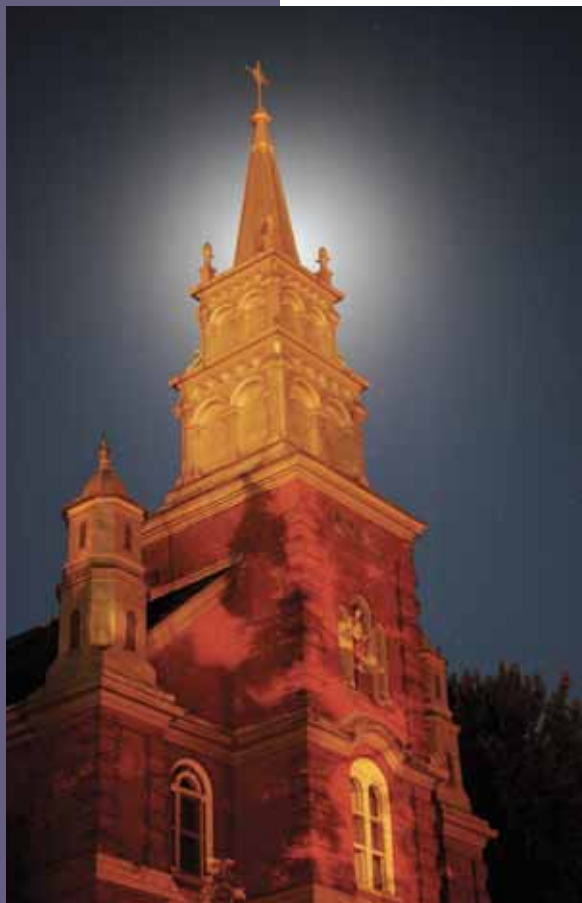
M. Daniel Carrier
Directeur général, Société du
patrimoine des Beaucerons et Consultant
à la programmation du festival



« Les ancêtres se racontent », un regard sur la vie des ancêtres de Saint-Séverin à partir des inscriptions sur les pierres tombales.

LA COOPÉRATIVE ACADÉMIQUE DU QUÉBEC

COOP DE SOLIDARITÉ



Vue de nuit du Couvent
des Sœurs de la
Présentation de Marie



La Coopérative académique du Québec (CoopAQ) a été fondée en juin 2003 à l'initiative de six jeunes ayant à cœur de créer un lieu dynamique pour exercer leurs activités socio-professionnelles sans avoir à s'exiler dans un grand centre. La philosophie adoptée par le groupe fondateur était de conjuguer innovation et apprentissage pour agir face aux enjeux ruraux, sociaux et mondiaux actuels. En 2004, les Sœurs de la Présentation de Marie cherchaient à léguer leur couvent de Saint-Césaire à un projet poursuivant leur mission d'éducation, tout en demeurant ouvert sur la communauté. C'est alors que la CoopAQ s'est portée acquéreur de ce joyau patrimonial datant de 1857, qui abrite l'une des plus belles chapelles de la Montérégie.

La mission de la coopérative est d'offrir, principalement à la relève régionale, par la revitalisation du patrimoine, des conditions favorisant l'appropriation de moyens de production et de consommation responsables, notamment dans les domaines sociaux et culturels, et ce, dans une perspective d'éducation et de développement durable.

D'abord constituée en coopérative de producteurs, la CoopAQ est maintenant une coopérative de solidarité plus ouverte sur les citoyens de la MRC de Rouville. Avec plus de 85 membres, dont environ 65% sont âgés de 18 à 35 ans, la CoopAQ regroupe des membres producteurs (entreprises collectives, organismes, travailleurs

Plateau de
tournage





Rencontre d'affaires

autonomes), des consommateurs et des membres de soutien qui désirent mettre leurs efforts en commun afin de redonner une nouvelle vocation à ce bâtiment historique dans un esprit de développement durable.

La coopérative se développe donc en créant un réseau solidaire autour d'un bien commun qui se veut un carrefour culturel et professionnel. Elle offre un service de location d'espaces (bureaux ou ateliers) et de salles de réception en tout genre, présente une programmation culturelle et exploite un café servant de lieu convivial ainsi qu'une boutique se voulant la vitrine des produits et services des membres.

Site Internet : www.coopaq.ca

Représentants

M. Martin Tessier, Président, CoopAQ

M. Benoît Bouffard, Secrétaire, CoopAQ

Photos : Martin Tessier, président, CoopQA



Concert
de Miyagis
2 Bow



Concert de musique de chambre



Chapelle du
Couvent des
Sœurs de la
Présentation
de Marie



Le Notre-Dame café

CENTRE D'INTERPRÉTATION DE LA CÔTE-DE-BEAUPRÉ, OU LE VIEUX COUVENT DE CHÂTEAU-RICHER

NOTRE MANDAT DEPUIS 1694 : ÉCOLE ET ÉDUCATION

Couvent de Château-Richer ou Centre d'interprétation de la Côte-de-Beaupré vu du promontoire où se trouvent l'église du village et le presbytère.



L'histoire de cette école débute en 1694, lorsque Monseigneur François de Laval, évêque de Québec et seigneur de Beaupré, comprenant le potentiel socio-économique de la Côte-de-Beaupré, crée cet établissement en confiant l'éducation des jeunes filles à la Congrégation Notre-Dame de Montréal. Les garçons, aucunement négligés, reçoivent leur enseignement dans le manoir seigneurial, non loin de l'église et du couvent d'alors. Malheureusement, le 31 août 1759, ce bâtiment est incendié par le régiment des Fraser Highlanders, lors du passage de James Wolfe pendant la guerre de Conquête, qui pratique une politique de la terre brûlée dans la région. Ce n'est qu'en 1830, après l'émission de différents règlements, que la deuxième école est reconstruite sur les fondations de la première et est confiée à la congrégation des sœurs du Bon-Pasteur, jusqu'en 1906. À cette date, la décision est prise de détruire le bâtiment à cause de son insalubrité due à l'humidité et aux maladies qui en résultent (pneumonie, tuberculose). Ainsi en 1907, la troisième école de Château-Richer, bâtiment actuel, est érigée et accueille jusqu'en 1972, sous la houlette des sœurs de la congrégation de Notre-Dame du Perpétuel Secours, les jeunes filles et garçons du village.



Marie-Louise Lacouline,
enseignante laïque et sa classe



Fondation du vieux moulin de 1650, angle sud-est du vieux couvent.



Boulrier, tablette et crayon graphite trouvés dans les fouilles archéologiques (2002).



Classe d'antan (1907) reconstituée au Centre d'interprétation de la Côte-de-Beaupré.

En 2000, le Centre d'interprétation de la Côte-de-Beaupré, organisme à but non lucratif et soutenu par le MCCQ, devient le nouveau propriétaire du couvent (restauration en 2002). La sauvegarde et la mise en valeur du site historique (fosses archéologiques révélant les fondations des précédentes écoles et exposition permanente) autant que la sensibilisation au patrimoine de la région, constituent l'essentiel de sa mission, notamment auprès des écoliers d'aujourd'hui.

En effet, plusieurs activités en lien avec le programme scolaire sont proposées aux enfants des trois cycles du primaire : « Si l'école d'autrefois m'était contée », dans laquelle sœur Saint-Joseph et Marie-Louise Lacouline expliquent la façon de faire la classe du temps de Marguerite Bourgeoys et au XXIX^e siècle (ateliers de tissage et d'écriture avec des plumes) ; « Initiation à l'histoire », dans laquelle Angélique et Rari retracent avec les enfants les 400 ans d'histoire de la Côte-de-Beaupré ; « Angélique et ses amis », dans laquelle les enfants doivent accomplir trois épreuves à travers le temps et retrouver Angélique (époque de la Nouvelle-France) perdue entre les murs du vieux couvent ; « Le temps des sucres », qui explique comment le sirop d'érable est fabriqué à travers trois époques.

Site Internet : www.histoire-cotedebeaupre.org

Représentants

Mme Stéphanie Tésio, coordonnatrice de la promotion et chargée de projets, Centre d'interprétation de la Côte-de-Beaupré

Photos : CICB (Centre d'interprétation de la Côte-de-Beaupré)



Madame Audrée Breton en animation près des fosses archéologiques du Centre d'interprétation de la Côte-de-Beaupré.

MULTICULTURALISME ET TRANSMISSION DU PATRIMOINE

Ce kiosque expose divers aspects de la présence de « communautés » ou « missions » ethniques au Québec, en plus de mettre en valeur la dimension interculturelle de l'œuvre du Gesù – Centre de créativité. Cet organisme a toujours eu à cœur l'ouverture au métissage et à la convergence des cultures, et ce, tant du point de vue artistique qu'au niveau du dialogue entre les différents courants spirituels.

Le Canada présente plusieurs caractéristiques renvoyant à des défis multiculturels de nature religieuse : depuis les années 1980, le nombre des immigrants appartenant à d'autres religions augmente, de même que le nombre de chrétiens provenant de régions du monde autres qu'européennes. Les traditions chrétiennes enracinées depuis plus de trois générations au Canada bénéficient positivement de l'arrivée de ces immigrants. Pour toutes sortes de raisons, une bonne part de ces immigrants se regroupe en « missions » ou « communautés » culturelles ou ethniques pour se retrouver et célébrer les divers cultes dans leurs langues maternelles. C'est le cas pour plusieurs confessions religieuses. Ou bien ces communautés occupent un lieu de culte en totalité, ou bien elles partagent le temps et l'espace d'une autre communauté.

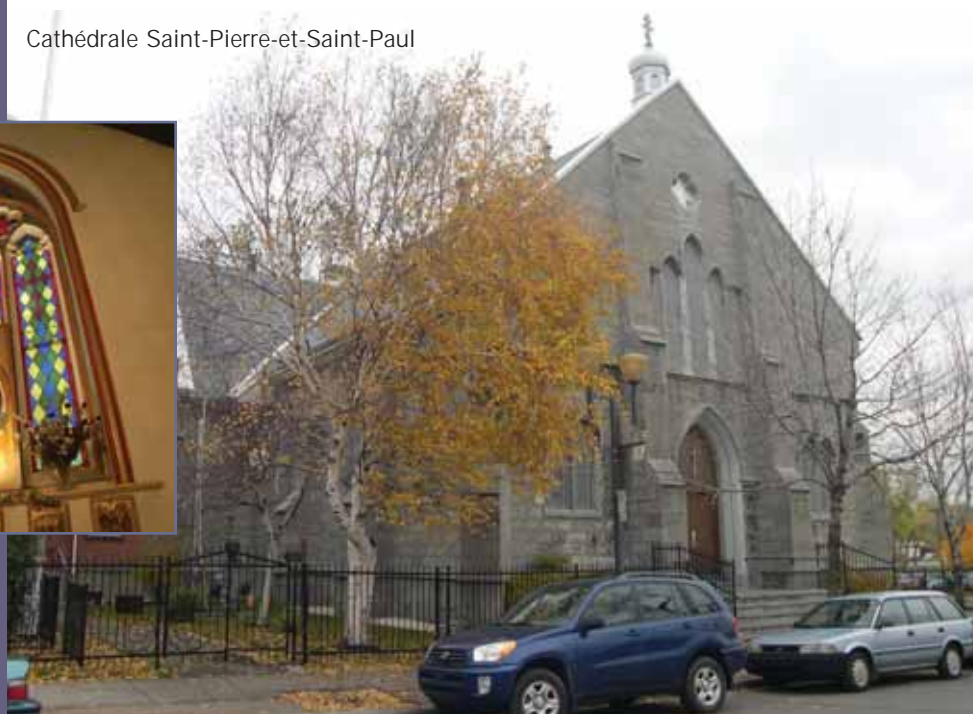
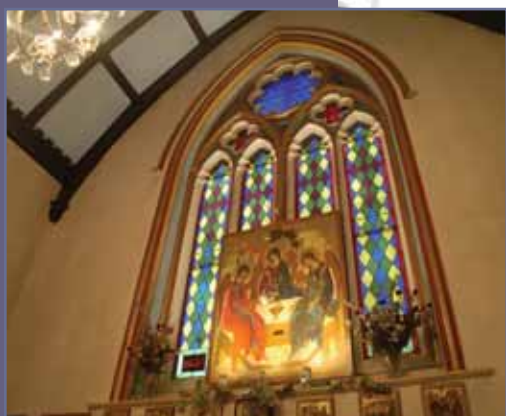
Si dans bien des cas, ce partage des lieux et des temps se fait sans anicroche, des tensions peuvent survenir. L'appartenance religieuse est liée de manière complexe aux profondeurs de l'appartenance identitaire. Le lieu de culte se



Église Le Gesù



Cathédrale Saint-Pierre-et-Saint-Paul





Cathédrale Saint-Pierre-et-Saint-Paul

présente non seulement comme espace de célébration religieuse, mais aussi comme « territoire » et lieu de mémoire et de perpétuation de la communauté. En tel cas, les « occupations doubles », voire triples, peuvent occasionner des rivalités, des querelles territoriales, à travers diverses affirmations identitaires exclusives mais aussi, certes, pour des raisons très techniques. Autre est le défi du transfert d'un lieu patrimonial à une communauté ou à un groupe se réclamant d'une autre religion, autre est la construction d'un nouveau lieu de culte, qui provoque parfois de vives discussions autour des règles municipales de zonage. Mais dans tous les cas, une dimension identitaire et symbolique se trouve mise en jeu. Évoquons quelques cas de figure généraux de ces problèmes : une communauté ethnique importante éprouve des difficultés à céder espace et temps à une autre communauté ethnique, moins nombreuse; une paroisse catholique francophone refuse de partager son espace avec une communauté ethnique pourtant prête à financer la restauration de l'église en échange, et cette communauté doit par conséquent bâtir une nouvelle église; une communauté refuse de céder son lieu de culte à un groupe appartenant à une autre tradition religieuse. Est-il possible qu'il faille aider certaines communautés à gérer les conflits potentiels de rivalité identitaire et symbolique? Faudrait-il concevoir certaines formes de médiations qui facilitent les partages et transferts, en tenant compte de l'attachement profond des communautés à leur patrimoine? Le patrimoine religieux fait partie des espaces où se vit et se négocie l'inclusion sociale au quotidien.

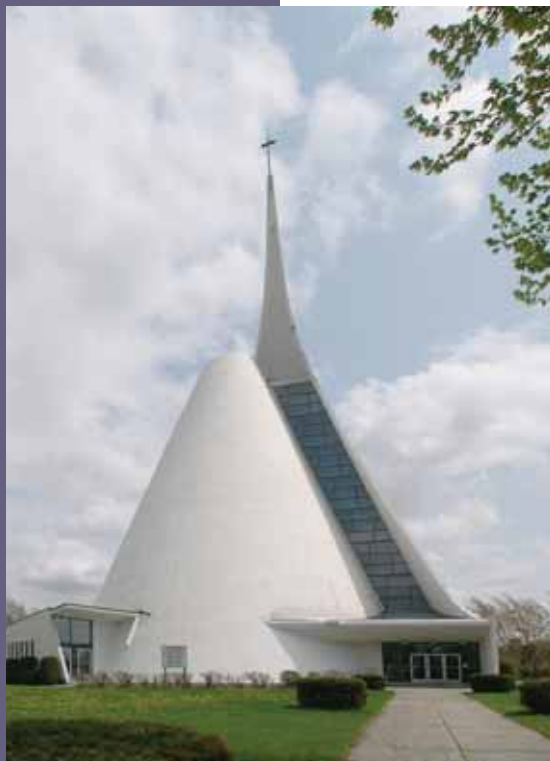
Site Internet : www.gesu.net

Photos : *Fondation du patrimoine religieux du Québec, 2003*



Cathédrale
Saint-Pierre-et-
Saint-Paul

COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ ÉCONOMIQUE AUTOCHTONE KITCHISAGA



La Coopérative de solidarité économique autochtone Kitchisaga a été créée le 30 avril 2006 par et pour les autochtones (soit les Indiens, les Métis et les Inuits) vivant à l'intérieur ou à l'extérieur des réserves et qui sont membres en règle d'une Communauté Autochtone de l'Est du Canada reconnue par la coopérative. Elle a pour but ultime d'améliorer l'offre de services et la création d'emplois dans les communautés qui sont affiliées à la coopérative à titre de membres de soutien et ce, par le biais d'investissements stratégiques susceptibles de s'autofinancer par la vente de certains biens ou services. Elle pourra également utiliser au besoin, des représentations à caractère politique auprès des gouvernements concernés ainsi que des moyens juridiques appropriés pour obtenir le respect des droits des autochtones.

Selon ses statuts, la coopérative Kitchisaga fut créée afin « d'exploiter une entreprise dans le but de fournir du travail ainsi que des biens et des services de toute nature à moindre coût à ses membres, notamment dans les domaines de l'accès à l'habitation, de l'aide au démarrage d'entreprises et du développement économique (incluant la santé, l'éducation et la culture) tout en regroupant des personnes ou sociétés ayant un intérêt économique, social ou culturel dans l'atteinte des présents objectifs ».





La coopérative Kitchisaga a fait l'acquisition du presbytère et de l'église Notre-Dame de Fatima à Jonquière, où elle a installé son siège social. Plusieurs usages autres que ceux spécifiquement administratifs de la coopérative seront également affectés à ce lieu très particulier et hautement spirituel de services sociocommunautaires. Notre approche consiste à établir sur un emplacement stratégiquement situé à proximité d'un maximum de lieux de services urbains existants, dans un concept d'éclatement de la réserve autochtone traditionnelle, un site de référence à la fois spatial, architectural et visuel, où pourront se retrouver et s'orienter tous les autochtones déplacés volontairement ou involontairement vers ce nouveau milieu de vie.

La coopérative entend également s'impliquer dans un vaste programme de création d'emplois dans les réserves autochtones par des partenariats stratégiques, afin d'éviter une totale assimilation et la détérioration du tissu social. La solidarité sans précédent qui marque cette initiative résulte d'une réelle volonté d'entraide et de partage, caractéristique des différentes Nations autochtones dans un passé relativement proche. Les valeurs traditionnelles et la spiritualité autochtones prennent ici tout leur sens...

Site Internet : www.cpaq.ca

Représentant

Serge Lavoie, Président, Coopérative de solidarité économique autochtone Kitchisaga

Photos : Église Notre-Dame-de-Fatima, Jonquière
Fondation du patrimoine religieux du Québec, 2003





Le patrimoine religieux du Québec - Éducation et transmission du sens

Principaux partenaires financiers

